

# ***l'Anti*capitaliste**

n°351 | 22 septembre 2016 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

## **À CALAIS, dans toute l'EUROPE SOLIDARITÉ avec les MIGRANTS**



# **OUVRONS LES FRONTIÈRES!**

### **Dossier**

**UBÉRISATION,  
AUTO-ENTREPRENARIAT...**

Pages 6 et 7

### **ÉDITO**

«Au nom du peuple»...  
et du capital  
Page 2

### **PREMIER PLAN**

Alstom: la riposte  
s'organise  
Page 3



### **ACTU INTERNATIONALE**

Israël: Netanyahu passe  
à la caisse, Obama encaisse  
Page 5

### **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Kévin Goutelle  
sur l'affaire Tefal  
Page 12





Par YVAN LEMAITRE

## «Au nom du peuple»... et du capital

«**C'**est en candidate du peuple que je me présente devant vous. Je veux vous parler de la France, et de rien d'autre... C'est ainsi que Marine Le Pen a lancé sa campagne pour la présidentielle à Fréjus lors des «Estivales de Marine Le Pen». Le FN est mis de côté au profit de la seule candidate de la droite extrême et de l'extrême droite à être sûre d'être dans la course sans avoir à affronter des primaires et, selon toute probabilité, à être présente au second tour. Elle peut se payer le luxe de laisser Sarkozy and co, emportés par leurs surenchères rivales, reprendre avec zèle sa démagogie réactionnaire, raciste et xénophobe, pour essayer de se donner la stature d'un chef d'État en vue du second tour en rassemblant au-delà de son propre parti. «Au nom du peuple» et de «La France apaisée» ! Elle n'oublie cependant pas de dénoncer la «religion multiculturaliste» et ses dangers de «guerre civile» à propos de «ces peuples qui n'ont pas vocation à être en France, mais que nous n'avons ni droit ni raison de critiquer chez eux, sur leur terre et dans leur histoire». L'apaisement a encore du chemin à faire...

L'Union européenne est accusée d'être responsable de tous les maux du pays, obstacle au «patriotisme économique» dont elle se veut la plus vigoureuse partisane. «La France libre, la France maîtresse de ses lois, de son économie, de sa monnaie et gardienne de ses frontières, voilà la condition de toute politique nationale», et de vanter un «capitalisme national». De toute évidence, Marine Le Pen, dans sa course au pouvoir, veut se défaire de son image anti-système quasi contestatrice du capitalisme et défend le système qu'elle entend servir demain, celui des banques et des patrons. Ainsi, son programme est d'un libéralisme bon teint : elle veut que «s'allègent les contraintes et l'injustice fiscale, les contraintes réglementaires et juridiques qui sanctionnent la réussite et découragent l'initiative». Un libéral-nationalisme qui prétend combattre le «capitalisme mondialisé» : protectionnisme, repli sur les frontières et sortie de l'euro, voilà son programme pour servir les intérêts du capital.

Un discours de plus en plus au goût du jour dans les milieux patronaux qui veulent pouvoir exploiter les salariéEs comme bon leur semble tout en ayant à leur disposition un État tout dévoué. Et une politique contre le peuple grugé, bâillonné, sacrifié sur l'autel des profits et du chauvinisme.

## BIEN DIT

Nous citoyens et citoyennes, signataires de cette pétition, exigeons que le nom de Fernand Iveton, mort comme ses frères au combat, soit réhabilité et remis en lieu et place sur les murs de la rue qui portait son nom.

Extrait de la pétition «Non à la débaptisation de la rue Fernand-Iveton à Oran» (sur [www.Avaaz.org](http://www.Avaaz.org)). Ouvrier à Alger, membre de la CGT et du PCA, Fernand Iveton avait rejoint le FLN pour la libération du peuple algérien. Il restera le seul Européen condamné à mort et exécuté (le 11 février 1957) durant la guerre d'Algérie.

## À la Une

# À Calais, dans toute l'Europe, Solidarité avec les migrantEs Ouvrons les frontières !

Comment unir des nations qui ne sont que le pendant politique d'un monde basé sur la concurrence entre capitaux ? La réunion à New York sur les migrantEs a illustré que l'ONU est bien un parapluie qui ne s'ouvre que quand il ne pleut pas.

Lorsque certaines nations s'unissent, c'est contre d'autres. Et plus le temps se couvre, plus la concurrence entre capitaux s'intensifie, et plus ces alliances se modifient au gré des intérêts propres à chaque nation. Ou, ce qui revient au même, aux classes dirigeantes de chaque nation.

L'Union européenne s'est un peu plus délitée lors d'un autre sommet, le 16 septembre à Bratislava, enterrant l'idée même d'une répartition des réfugiés, c'est-à-dire d'une politique commune mais accentuant le renforcement des frontières. Quoi d'étonnant ? Ces derniers mois, de la Hongrie à l'Allemagne, en passant par l'Autriche, la Pologne et l'Allemagne, tous les gouvernements ont évolué vers plus de racisme et de nationalisme sous la pression de campagnes centrées sur la question des migrantEs. La France est sur la même dynamique. Valls parle «identité nationale», Montebourg «protectionnisme» et Mélenchon «patrie». Sarkozy surenchérit : «nous ne contenterons plus d'une intégration qui ne marche plus, nous exigeons l'assimilation». Et Marine Le Pen n'a plus qu'à se baisser pour ramasser la donne.

BIENTÔT UN MUR DE 4 MÈTRES DE HAUT À CALAIS



Ce monde ne tiendra pas. Et les migrantEs n'en sont pas la cause. Ils et elles en sont le symptôme. Et les premières victimes. Les plus scandaleuses. Mais nous perdrons cher à ne pas nous en alerter et agir.

### Les premières victimes

À Calais, vendredi dernier, un Afghan de 14 ans est mort sur la rocade, percuté par un véhicule qui ne s'est pas arrêté. Ni avant ni après. Le crime est encore honteux. Jusqu'à quand ? Parmi les 10 000 migrantEs actuellement sur la «jungle», plus d'un millier sont des mineurs isolés. Mais le pouvoir va détruire la «jungle». Ce lundi, le ministre de l'Intérieur s'est vanté d'avoir expulsé 30 migrants de Calais. Ajoutant qu'il y a eu 56 vols groupés depuis le début de l'année et 1 384 «personnes en situation irrégulière éloignées du territoire national depuis Calais». Dans la nuit de lundi à mardi, le campement de migrantEs à Lesbos

en Grèce a brûlé. Pour les autorités, cela ne fait aucun doute, ce sont les migrantEs eux-mêmes qui ont mis le feu. En cause, l'annonce d'une expulsion massive vers la Turquie. Quand la vie humaine n'est pas même reconnue, la mettre en jeu est la dernière arme des réfugiés...

### Les révélateurs

Dans le monde des nations il n'y a pas d'êtres humains. Les «droits de l'homme» sont une fiction. Voilà ce que révèlent les migrantEs. Dans chaque nation, n'existent (de plus en plus inégalement...) que des «droits du citoyen». Dans ce monde, les migrantEs n'existent pas parce qu'ils n'existent pas politiquement. Chaque mort en Méditerranée, chaque campement de migrantEs affirme un peu plus cette contradiction entre existence humaine et existence politique. Au point que la logique de renforcement et d'affirmation des nations est une logique qui vise, dans le même

temps, à supprimer (y compris physiquement) la visibilité des migrantEs et à limiter tout ce qui conteste l'ordre des nations et du capital. L'état d'urgence est tout sauf un accident, un détour.

En 1951, la philosophe Hannah Arendt, réfugiée aux États-Unis pendant la guerre, concluait ainsi un texte montrant la contradiction entre droits de l'homme et État-nation à partir de la situation des réfugiés : «Le danger est qu'une civilisation globale, coordonnée à l'échelle universelle, se mette un jour à produire des barbares nés de son propre sein à force d'avoir imposé à des millions de gens des conditions de vie qui, en dépit des apparences, sont les conditions de vie de sauvages.» Nous y sommes.

### Pas d'autre voie

La voie des nations, celle des frontières, sera la voie du sang, celle du suicide des peuples. Calais comme la Grèce en est le symbole. La mort des migrantEs est celle d'une ville, d'un pays, d'un monde.

Il n'existe qu'une autre voie, celle de l'unité, de l'internationalisme concret, immédiat, contre les frontières et contre la logique du capital. À Londres ce samedi 17 septembre, plus de 20 000 manifestantEs ont défilé pour l'ouverture des frontières, pour l'accueil des réfugiés.

À l'appel de la Coalition internationale des sans-papiers et migrants, nous serons à Calais ce samedi 1<sup>er</sup> octobre, aux côtés des migrantEs de la «jungle», parce que nous voulons conjurer la catastrophe.

### Denis Godard

Pour la manifestation du 1<sup>er</sup> octobre, notamment les départs depuis Paris, plus d'informations : <http://paris.demosphere.eu/rv/49902>

## SYRIE

# Manœuvres impérialistes contre le peuple syrien

La trêve en Syrie conclue le 9 septembre entre les États-Unis et la Russie arrivait à son terme le 19 septembre à 19 heures... et s'est achevée par un échec total, que ce soit en termes politique, militaire ou humanitaire.

Les affrontements militaires ont en effet repris de manière violente quelques jours avant la fin officielle de la trêve, tandis que l'acheminement d'aide humanitaire aux villes assiégées s'est fait au compte-goutte. Ainsi les quartiers libérés d'Alep, après une brève interruption à nouveau soumis aux bombardements de l'armée du régime et de son allié russe, n'ont reçu aucune aide, alors qu'il s'agissait d'une des priorités de l'accord. Des forces d'opposition armées au régime Assad, de l'Armée syrienne libre

aux mouvements fondamentalistes islamiques, annonçaient d'ailleurs quelques heures avant la fin de la trêve leur volonté de lancer une nouvelle offensive militaire pour casser le siège imposé sur les quartiers libérés d'Alep. Dans la nuit du 19 au 20 septembre, des bombardements de l'aviation russe ou syrienne, cela restait à déterminer encore, ont tué au moins 14 volontaires du Croissant rouge syrien et endommagé au moins 18 camions chargés d'aide humanitaire. Ces camions faisaient partie d'un convoi de 31 véhicules de l'ONU et du Croissant rouge syrien qui

livrait de l'aide à 78 000 personnes à Orum al-Koubra, dans la province d'Alep. Depuis la fin de la trêve, au moins 36 civils ont péri à Alep et dans sa province dans des raids et ce lundi, plus de 40 frappes aériennes ont été menées...

### La prétendue «trêve»...

La Russie et le régime syrien ont accusé les États-Unis d'être les principaux responsables de l'échec de la trêve à la suite du bombardement à Deir ez-Zor de forces du régime Assad par la coalition dirigée par les États-Unis, tuant plus de 60 soldats et permettant aux militants de Daech de s'emparer du Mont Thourda, qui domine l'aéroport tenu par le régime. Les officiels américains ont dit qu'il s'agissait d'une erreur et présenté leurs excuses aux familles des victimes.

Ces accusations tentent de masquer la poursuite – avant ce fait – de la guerre par les forces du régime Assad et ses alliés contre les civils durant la semaine de la trêve. Des bombardements russes et du régime ont eu lieu dans certaines régions durant la semaine de la prétendue «trêve», avec pour bilan 26 civils tués, dont 8 enfants. Le dimanche 18 septembre, l'aviation du régime a également bombardé les quartiers libérés d'Alep, faisant un mort et onze autres dans la province de Deraa après le largage de barils explosifs. Dans le même temps, le quartier assiégé de Waer à Homs, dernier bastion de la ville contrôlé par l'opposition et où habitent encore environ 60 000 personnes, est en situation de subir le même sort que la ville de Daraya il y a quelques semaines. Un accord a été conclu avec le régime pour transférer



# Un monde à changer

**LIBYE, LA GUERRE PRIVÉE DE SARKOZY.** Il y a quelques mois, le Parlement britannique avait publié un rapport sur la guerre en Irak dénonçant les mensonges du président US Bush et du Premier ministre Tony Blair. Dans un nouveau rapport publié ce 14 septembre, il revient sur la guerre en Libye. En février 2011, la Libye s'insurge contre Kadhafi, et des troupes du régime se dirigent vers Benghazi, la deuxième plus grande ville du pays. Des massacres atroces sont annoncés. Mais selon le rapport, la menace d'un massacre des populations civiles était « nettement exagérée » et n'a pas été vraiment vérifiée. Le gouvernement britannique était exclusivement focalisé sur une intervention militaire, notamment à cause du forcing diplomatique de la France. Ainsi, Sarkozy est accusé d'avoir mis la pression, notamment pour « obtenir une plus grande part de la production de pétrole

libyenne », « accroître l'influence française en Afrique du Nord », mais également pour « améliorer sa situation politique en France ».

Sarkozy a poussé l'intervention jusqu'à l'élimination physique de Kadhafi. *Mediapart* fait un lien entre ce volontarisme et les relations compromettantes des deux hommes, y compris peut-être financières (comme l'avait déclaré le dictateur libyen). Comme le dit *Mediapart*, « Sarkozy a-t-il mené une guerre privée, une guerre de blanchiment ? ». On en connaît le résultat...

En France, aucune commission d'enquête parlementaire n'a été lancée sur la guerre en Libye. Un député en avait fait la demande en 2014, sans visiblement de réponse du président (PS) de l'Assemblée... Au-delà des changements de président, la continuité monarchique de la V<sup>e</sup> République prime.

**A**vec ses 480 salariéEs très qualifiés, ce site est le seul en France à concevoir et produire des locomotives et motrices TGV. Un véritable coup de massue pour ces employéEs... à qui on avait présenté la veille le TGV du futur, qui évidemment ne pourrait se produire qu'à Belfort. Cela alors que, dans le projet de restructuration du groupe, ne resterait sur le site de Belfort que la maintenance avec 50 salariéEs ! Les autres n'ont qu'une solution : se diriger sur Reichshoffen, au nord de Strasbourg, à 200 km de Belfort, où une usine Alstom construit des rames de TER, les Régiolis.

**Inquiétudes et gesticulations**  
Mais l'avenir de Reichshoffen est des plus incertain : en février, le secrétaire d'État aux Transports, Alain Vidalies avait annoncé une commande pour le renouvellement des trains Intercités. Or on l'attend toujours. La réalité, c'est que les commandes se font désormais par appels d'offres ouverts aux industriels « nationaux » ou non par le biais de contrats-cadres entre Alstom et la SNCF. C'est ainsi qu'un contrat vient d'être passé entre la SNCF et une société allemande, soit 44 locomotives pour le fret, soit 140 millions d'euros. Quelle est la politique de l'État, actionnaire à la fois de la SNCF et à 20 % d'Alstom ? En 2015, le nouveau dirigeant d'Alstom, Henri Poupard-Lafargue, a cédé 70 % des activités du groupe – toute la partie énergie – à General Electric... et

## ALSTOM La riposte s'organise

Mercredi 7 septembre à Belfort, ce fut un coup de tonnerre quand la direction d'Alstom a informé les salariéEs (sans passer par la réunion d'un comité d'entreprise) que le site de Belfort fermera ses portes, faute de commandes, en 2018...



Jeudi 15 septembre à Belfort, les Alstom mobilisés. DR

l'État n'a rien empêché. Et General Electric d'annoncer quelques mois plus tard la suppression de plus de 6 000 postes...  
Devant ce démantèlement d'« un des fleurons de l'industrie française », les politiques s'affolent... Cela fait désordre en période électorale, et pourrait rappeler le célèbre « l'État ne peut pas tout » de Jospin à propos des suppressions de postes chez Michelin en 1999 ! C'est donc au ministre de l'Économie, et au secrétaire d'État à l'Industrie, de courir après les commandes. Sur la ville, la nouvelle municipalité

de droite s'affole : « l'Alstom, c'est Belfort, et Belfort, c'est l'Alstom ! » Depuis l'annonce de la direction d'Alstom, nombreuses ont été les belles déclarations des politiciens locaux et nationaux, et une union sacrée s'est créée pour sauver Alstom : motion unitaire au président de la République, journée ville morte le 24 septembre, etc.

### Seule la lutte...

Les travailleurEs d'Alstom ne sont pas dupes de ces gesticulations. Entre attentisme et découragement, ils ont compris que l'on doit se

méfier des promesses électorales. S'ils n'ont pas décidé encore la grève, c'est que, conscients de leur savoir-faire, ils tiennent à honorer certaines commandes. Mais la production est excessivement ralentie. Ils refusent de partir en Alsace, manifestant la volonté de rester unis. Une détermination qui n'exclut pas de prendre en compte les interrogations écologiques. L'intersyndicale (CGT, CGC, CFTD, FO) a appelé à débrayer et à manifester le jeudi 15 septembre. Du coup, à Belfort, 2 000 personnes se sont retrouvées dans une manifestation dynamisée par la présence d'une grande partie des « Alstom » en tête de cortège. Et au travers des fédérations métallurgie, cheminots, transports et de l'union interfédérale des transports (UIT-CGT), la CGT appelle à une journée nationale d'action dans la branche ce mardi 27 septembre. Si l'échéance électorale de 2017 peut apporter un sursis aux salariéEs, il est sûr que c'est sur eux, leur lutte, les soutiens et les convergences à construire, qu'ils doivent seulement compter pour empêcher le démantèlement de l'usine et assurer la sauvegarde des emplois.  
**CorrespondantEs**

une partie des habitantEs et des combattantEs dans la région d'Idlib, aux mains de Fateh al-Sham (ex-Jabhat al-Nusra) et Ahrar Sham. Le régime Assad a employé à plusieurs reprises cette stratégie des accords locaux avec des villes et/ou quartiers assiégés et bombardés, pour forcer des populations locales opposées au régime à quitter leurs foyers pour d'autres régions sous contrôle de l'opposition. Ces régions subissent, comme Idlib, des bombardements du régime et manquent de moyens pour recevoir les nouveaux arrivants, sans parler des pressions politiques et sociales parfois imposées sur eux par les mouvements islamiques fondamentalistes.

### La paix sous Assad ?

Au niveau politique, cette trêve était problématique car elle ne traitait pas de la source politique du problème en Syrie : le régime Assad. L'accord prévoyait une plus grande coordination

entre la Russie et les États-Unis dans la « guerre contre le terrorisme » en Syrie, visant les groupes djihadistes de l'État islamique et de Fateh al-Sham, mais sans dénoncer les interventions iraniennes, du Hezbollah et autres milices fondamentalistes chiites au côté du régime Assad... Et bien entendu sans mentionner une transition politique vers un système démocratique et le départ du dictateur Assad et de ses colistiers du pouvoir. C'est pourquoi cet accord a été refusé par de larges pans de l'opposition démocratique, armée et pacifique.

Dans le même temps, les forces armées turques continuaient leurs avancées dans les territoires frontaliers syriens et leurs soutiens à des groupes d'opposition armés (des factions de l'Armée syrienne libre, des factions turkmènes, et des mouvements islamiques fondamentalistes) pour imposer une forme de « safe zone » turque « nettoyée » des forces kurdes du PYD et de l'État



À Alep ce dimanche 18 septembre. DR

islamique. Ainsi, dans la ville de Jarablus, conquise dans le cadre de cette intervention militaire, les forces armées turques ont tenté d'imposer un conseil turkmène pour gouverner la ville. Toutes les interventions impérialistes internationales et régionales ont eu lieu contre les intérêts du peuple syrien et ont souvent renforcé les tensions

confessionnelles et ethniques. Les manœuvres impérialistes et la continuation de la guerre du régime Assad et de ses alliés russes, iraniens et du Hezbollah contre le peuple syrien, rendent en l'occurrence impossible toute fin de la guerre dans les conditions actuelles.  
**Joseph Daher**

## Le chiffre

# + 1,8%

C'est globalement la hausse du prix des autoroutes Cofiroute en 2016, cela pour une inflation prévue de 0,2%. Gageons que ce sera à peu près pareil pour les autres compagnies. L'an dernier, le gouvernement avait complètement capitulé devant les sociétés d'autoroutes, reconduisant les concessions et accordant déjà une augmentation des prix de 1,5% (à laquelle se rajoute donc maintenant une rallonge de 0,3 à 0,4%). Vive les profits des trusts du BTP!



## Agenda

**Jeudi 22 septembre, rassemblement de soutien aux inculpés de la campagne BDS, Toulouse.** À partir de 13h, devant le tribunal de grande instance, palais de justice, 2, allée Jules-Guesde.

**Vendredi 23 septembre, réunion publique du NPA, Montreuil.** À 19h, salle Résistance, 50 avenue de la Résistance (métro Croix-de-Chavaux).

**Mardi 27 et mercredi 28 septembre, rassemblement de soutien aux inculpés d'Air-France, Bobigny.** Devant le palais de justice, 173, avenue Paul-Vaillant-Couturier.

**Jeudi 29 septembre, meeting du NPA, Rouen.** Avec Philippe Poutou, candidat à l'élection présidentielle et Christine Poupin, à 20h à la Halle-aux-toiles.

**À SUIVRE SUR**  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

## NO COMMENT

*Si l'on veut devenir français, on parle français, on vit comme un Français. Nous ne nous contenterons plus d'une intégration qui ne marche plus, nous exigeons l'assimilation. Dès que vous devenez français, vos ancêtres sont gaulois.*

Le candidat NICOLAS SARKOZY, lundi 19 septembre en meeting à Franconville

## l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
01 48 70 42 27  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
01 48 70 42 31  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de  
presse, d'audiovisuel et  
de communication.  
SARL au capital  
de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur de publication :**  
Ross Harrold

**Secrétaire de rédaction :**  
Manu Bichindaritz

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-  
sous-Bois  
Tél. : 01 48 70 42 22  
Fax : 01 48 59 23 28  
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## PRISONS Droit dans le mur

Les prisons françaises ne souffrent pas d'une surpopulation chronique comme le répètent à l'envi Valls, Urvoas ou les médias. Ce sont les personnes détenues dans les prisons surpeuplées qui souffrent de la sévérité chronique des juges et du zèle borné de l'administration pénitentiaire (AP).

En l'absence de tout droit collectif et de possibilités réelles ne serait ce que d'infléchir les décisions individuelles des autorités de la prison, il est étonnant (et regrettable) que des « mutineries » comme celle survenue au centre pénitentiaire de Vivonne ne soient pas plus fréquentes.



L'inhumanité au quotidien. DR

### Vivonne: une leçon de choses

Le 13 septembre dernier vers 17 heures, après avoir dérobé les clés d'un surveillant, une soixantaine de détenus du centre pénitentiaire de Vivonne (562 places, à 25 km de Poitiers) ont ouvert les cellules du deuxième étage où étaient enfermées 176 personnes et y ont mis le feu. Les rodocops de l'Eris (le GIGN pénitentiaire) sont intervenus, et vers 23 heures, les 50 derniers prisonniers rebelles se sont rendus. Deux d'entre eux, qualifiés de « meneurs », ont été mis en garde à vue. Une centaine de cellules sont hors d'usage et vont entraîner autant de transferts vers d'autres prisons. Au travers des propos des avocats des deux présumés « meneurs », rapportés fidèlement par le journal local, on peut retrouver un grand nombre des caractéristiques de l'horreur carcérale des prisons françaises : la jeunesse, l'alourdissement des peines, le déni du droit au maintien des liens familiaux, l'obsession sécuritaire, l'arbitraire des commissions de discipline ou l'éloignement forcé...

Ainsi ici « L'étincelle qui lance la mutinerie, c'est le refus soudain d'une permission de sortie pourtant accordée à un détenu. Le matin, Medhi Ferrari, 30 ans, apprend qu'il ne sortira pas comme prévu dans l'après-midi pour aller voir sa femme durant deux jours »...

### Valls: que 100 fois 100 cellules s'épanouissent!

Après Sarkozy qui en 2012 en voulait déjà 20 000, après Taubira qui en a fait voter 6 500 d'ici 2020, Valls vient de s'inscrire pour 3 milliards d'euros dans la course, avec 10 000 places de prisons à construire dans les dix ans à venir.

Cerise sur la gâteau, mardi 20 septembre, Urvoas, son ministre des tribunaux et des prisons, a déplacé toute la presse à Fresnes pour présenter un ambitieux plan immobilier pluriannuel. À l'argument de vente traditionnelle de vouloir résorber la surpopulation carcérale, chimère poursuivie par tous les gardes des sceaux depuis 20 ans, il pousse le chiffre jusqu'à 16 000 nouvelles places, et ajoute même l'encellulement individuel, prévu par la loi depuis 1875 mais jamais appliqué...

Pourtant, « plus on crée de places de prison plus on les remplit », constate Adeline Hazan, contrôleure générale des prisons, qui énumère les alternatives à la détention, dont la contrainte pénale instituée par Taubira. Toutes ces mesures figurent dans le code pénal, mais les juges privilégient l'enfermement. Pour sa part, l'OIP (Observatoire international des prisons) a démontré que si les 20 000 personnes qui exécutent une peine de prison de moins d'un an bénéficiaient d'un aménagement de peine, le parc pénitentiaire actuel serait suffisant et l'encellulement individuel pourrait être respecté.

En outre 28% des détenus sont en détention provisoire, donc présumés innocents... Si les procureurs et les juges de la liberté et de la détention appliquaient la loi qui prévoit que la détention provisoire est l'exception de dernier recours au lieu de répondre à la vox populi, l'inflation carcérale pourrait être stoppée. **André Choagaz**

## 15 SEPTEMBRE Les combats doivent continuer

La participation de plusieurs dizaines de milliers de personnes aux manifestations du jeudi 15 septembre à Paris et en région a montré que la colère contre la loi et son monde reste intacte.

Pourtant, les médias s'étaient acharnés à faire de cette journée l'enterrement de la mobilisation contre la loi travail. Et surtout, depuis les dernières manifestations de début juillet, le gouvernement s'est appuyé sur les attentats qui ont marqué l'été à Nice, puis à Saint-Étienne-du-Rouvray, pour tenter de faire oublier la forte contestation de sa politique tout au long du printemps, n'hésitant à rajouter une couche de démagogie sur fond d'islamophobie avec l'odieuse campagne contre le burkini.

### PrésentEs!

Misant sur sa conviction d'une manifestation croupion, à Paris, le gouvernement n'avait pas reconduit à l'identique l'encadrement policier des cortèges. Si l'accès à la place de la Bastille était complètement verrouillé, les rues adjacentes au parcours et l'accès à la place de la République étaient étonnamment libres jusqu'à une heure proche du départ. Mais la présence policière, moins massive en tête de manifestation, était tout aussi insupportable, se plaçant au cœur du cortège, sur les côtés, au contact permanent des manifestantEs. Une



On n'est pas fatigués! PHOTOHÈQUE ROUGE/JMB

attitude, délibérément provocatrice, seule responsable des affrontements, dont le premier qui se déroula juste à la hauteur du point fixe du NPA... Le cortège parisien gardait à peu près les mêmes caractéristiques qu'avant la coupure estivale : bonne tenue de Solidaires, le plus gros des troupes sous les ballons (toutefois très proches les uns des autres) de la CGT, une FSU squelettique et Force ouvrière en recul. Devant le « cortège officiel », les cortèges « inter-luttes » et jeunes ont conservé leur dynamisme. Et une fin de manifestation assurée par Lutte ouvrière.

Si les slogans contre la loi travail restaient majoritaires, la dénonciation plus large du gouvernement, des plans de licenciements et de la répression étaient très présents. Un public fait essentiellement de militantEs, avec des cortèges d'entreprises en faible nombre et des effectifs dépassant peu les équipes syndicales et militantes. Et un bon accueil des tracts du NPA, avec des clins d'œil

à l'attention d'Olivier Besancenot et de Philippe Poutou présents sur le point fixe.

En région, la mobilisation fut du même ordre, souvent plus importante que la dernière manifestation de juillet mais plus faible que les précédentes. Le seul contre-exemple est... Belfort où, avec 2 000 manifestantEs dans la foulée d'une délégation nombreuse des salariéEs d'Alstom, la colère s'est exprimée contre l'annonce de la suppression des 400 postes de l'usine (voir article en page 3).

### L'arme au pied

Au final, le sentiment est que l'on passe à une nouvelle phase de la lutte contre la loi travail. Le refus des confédérations de proposer une nouvelle journée nationale n'est pas étranger à ce sentiment. Mais la volonté d'en découdre reste forte. Cette colère pourrait bien s'exprimer au-delà de la judiciarisation de la lutte, de la bataille branche par branche, entreprise par entreprise, évoquées

en particulier par le CGT. Car la mise en œuvre de la loi travail aura inévitablement dans des délais variables des conséquences sur les conditions de travail, les rémunérations. La colère emmagasinée pourrait alors s'exprimer violemment contre cette mise en application concrète.

Le deuxième terrain sur lequel la colère pourrait s'exprimer est celui de la fermeture de sites, de licenciements, de suppressions de postes dans la fonction publique. Des batailles jamais simples, mais la multiplication des suppressions d'emplois pourrait bien favoriser des mises en commun, des convergences tant en termes de dates que de revendications unificatrices telles que l'interdiction des licenciements ou la réduction massive du temps de travail.

Et puis de Flamanville à Notre-Dames-Landes les mobilisations écologistes ont toutes les (bonnes) raisons de se poursuivre. Tout comme la solidarité avec les migrantEs confrontés à une honteuse politique raciste, chauvine et xénophobe.

Mais surtout, l'actualité immédiate devrait être faite des mobilisations contre une répression placée au cœur de la politique gouvernementale, qui bien sûr conforte le patronat dans sa volonté de s'engager sur la même voie. De l'inspectrice du travail de Tefal aux Goodyear en passant par Air France sans oublier les dizaines de manifestantEs jugés dans tout le pays pour avoir manifesté, bloqué, résisté, les occasions de dénoncer la répression vont être (trop) nombreuses. Avec l'idée là aussi de solidariser, de regrouper, de faire converger.

Le refus, largement partagé, de se laisser prendre dans la nasse électorale devrait être largement alimenté par ces combats dont l'issue est fortement liée à notre capacité à élargir, approfondir la mobilisation au-delà de celles et ceux qui ont combattu « en première ligne » la loi travail et son monde...

**Robert Pelletier**

## VIOLENCES POLICIÈRES, RÉPRESSION La fuite en avant!

Après un été meurtrier et liberticide – meurtre d'Adama Traoré, attaques contre les manifestantEs anti-nucléaires à Bure, arrêtés anti-burkini, répression contre les migrantEs – la rentrée sociale et les brutalités policières subies à la manifestation parisienne du 15 septembre mettent à l'ordre du jour la priorité d'une vaste campagne contre la répression et les violences policières.



Une résignation de plus en plus mal vécue par les équipes syndicales combattives et nombre de manifestantEs.

### Un agenda militant conséquent pour organiser la riposte

Les huit mois de mobilisations et de répression du mouvement social ont entraîné de multiples poursuites judiciaires. Issue du mouvement Nuit debout, la coordination contre la répression et les violences policières<sup>1</sup>

se propose de tenir un agenda des procès et des mobilisations en soutien à toutes et tous les inculpés. Il serait fastidieux d'en faire ici la liste exhaustive<sup>2</sup>. Parmi les 23 échéances annoncées et déjà répertoriées, notons celles qui par leur retentissement permettront les mobilisations les plus larges et les plus médiatisées : les 27 et 28 septembre en soutien aux salariéEs d'Air France à Bobigny, le 1<sup>er</sup> octobre en solidarité avec les migrantEs de Calais, le 3 octobre à Paris pour le

procès en appel intenté par Emmaüs à des soutiens aux migrantEs, les 19 et 20 octobre au côté des Goodyear à Amiens, le 9 novembre à Paris pour le procès de deux militantEs de La Chapelle debout, le 8 décembre avec Loïc (de Jolie Môme), le 13 décembre avec Adil (postier du 92), le 31 janvier 2017 au procès pour refus de prélèvement ADN de deux opposantEs de Bure...

En criminalisant les actions syndicales et les luttes du mouvement social « contre la loi travail et son monde », le gouvernement voudrait nous démoraliser et nous entraîner dans des défenses juridiques interminables, dispersées et démobilisatrices. Le rassemblement des 19 et 20 octobre à Amiens en soutien aux Goodyear pourrait être l'occasion de centraliser la riposte contre cette criminalisation. C'est l'état d'esprit qui prévaut au sein de l'équipe syndicale de l'initiative du rassemblement. Le NPA a décidé d'en faire une de ses priorités et de mobiliser largement pour en faire un succès.

**Alain Pojolat**

1 – Contact: stoprepression@riseup.net  
2 – Plus d'information sur Démosphère.

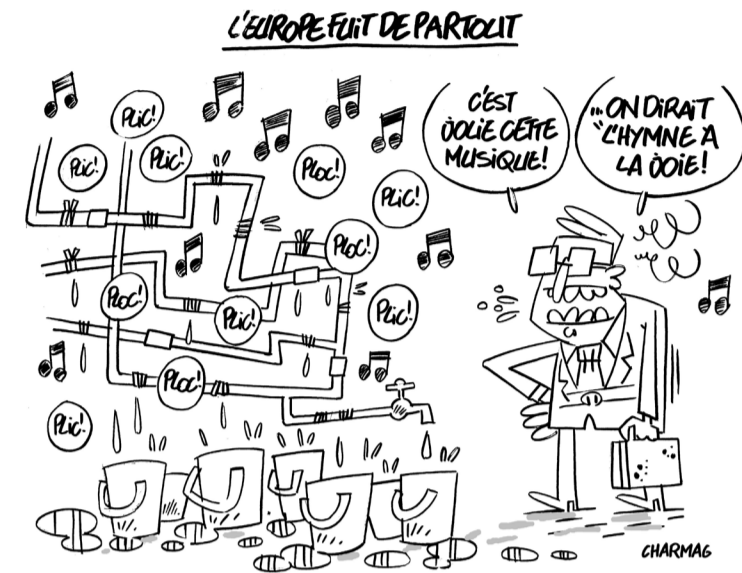


# EUROPE La comédie de Bratislava

Le vendredi 16 septembre à Bratislava s'est tenu le premier sommet des dirigeants européens sans les Britanniques. Ils ont annoncé une « Union européenne attrayante ». En fait, leur unité s'est faite sur une orientation qui renforce nationalismes et extrême droite.

**A**u lendemain du référendum britannique du 23 juin dernier, l'ensemble des dirigeants européens promettait une nouvelle orientation pour l'Europe et une réponse forte pour empêcher l'exemple britannique de se répandre... En matière économique, la situation n'est pas brillante, notamment dans l'espace le plus intégré de l'UE, la zone euro. La croissance y est faible et devrait le demeurer. Dans les zones où elle est un peu plus forte, comme l'Irlande, l'Espagne ou l'Allemagne, les inégalités se creusent. D'ailleurs, de façon générale, politiques d'austérité et libéralisation ont aggravé les inégalités et précarisé les salariés. Le Brexit a en fait été rendu possible parce que les populations des zones industrielles dévastées du nord de l'Angleterre et du pays de Galles ont voté massivement en sa faveur. Si l'UE n'est plus assimilée par les classes populaires qu'à l'austérité et au chômage, elle sera en danger à chaque référendum ou à chaque élection. Et, évidemment, en cas de nouvelle crise, la situation deviendra encore plus délicate.

**Grands discours et peu d'actes**  
Le sommet extraordinaire de Bratislava devait fournir de nouvelles perspectives. Il avait été précédé de diverses initiatives destinées à orchestrer la relance de l'UE et, en même temps, significatives des contradictions entre les pays-membres. Le 6 septembre, s'étaient réunis les Premiers ministres des quatre pays d'Europe centrale



(République tchèque, Hongrie, Pologne et Slovaquie) qui ont réitéré leur opposition à l'accueil de migrantEs. Le 9 avait aussi eu lieu à Athènes un sommet des pays du Sud de l'UE (y compris la France) qui ont appelé à la relance de la croissance et à un partage « équitable » des migrantEs. Malgré le caractère on ne peut plus mou de leur appel, le ministre allemand des Finances les avait immédiatement renvoyé dans leurs buts : « *Quand ce sont des dirigeants de partis socialistes qui se rencontrent, la plupart du temps, il n'en sort rien de bon.* » Quant au président de la commission, il s'est fendu d'un grand discours devant le Parlement européen sans annoncer rien de précis... sauf une rallonge de son grand plan

d'investissement dont les effets sur la croissance apparaissent très limités.

## Chômage et croissance à la trappe

À Bratislava, les 27 sont tombés d'accord sur une déclaration commune, une « feuille de route » indiquant avec le plus grand sérieux : « *Nous nous sommes engagés à offrir à nos citoyens, dans les mois qui viennent, la vision d'une UE attrayante, dans laquelle ils puissent avoir confiance et qu'ils pourront soutenir.* » Pourtant, les sujets qui importent vraiment aux populations : emploi, chômage et croissance n'ont pas été discutés. La question des réfugiés est passée à la trappe. La priorité a été donnée à la sécurisation des frontières extérieures et au

renforcement des moyens militaires d'intervention. L'Europe-forteresse comme perspective... Aucun autre horizon que la poursuite des réformes libérales et de consolidation budgétaire au détriment des couches populaires n'a été dégagé. Pour séduire les déçus de l'Europe, les dirigeants européens ont choisi de mettre l'accent sur la sécurité et le contrôle des frontières, plaçant ainsi, comme les anti-européens de droite et d'extrême droite, la question migratoire au centre du problème.

## Sur le terrain de l'extrême droite

Comme d'habitude, Hollande n'a rien fait pour faire passer ne serait-ce qu'une petite allusion aux aspirations exprimées à Athènes. D'ailleurs, celles-ci sonnaient creux : depuis la capitulation de Tsipras, tous les gouvernements mènent en fait la même politique à des détails près. Cependant, l'Italien Renzi s'est senti lâché car il avait besoin d'obtenir quelque chose vis-à-vis de son opinion publique : son poste est en jeu dans les mois qui viennent, lors d'un référendum sur une réforme constitutionnelle. Au total, le sommet de Bratislava n'a été qu'une comédie triste. Voilà de quoi continuer à alimenter le climat xénophobe en se plaçant sur le terrain privilégié de l'extrême droite, ainsi que de favoriser les surenchères sécuritaires ! Une unité de façade et la fiction du renforcement de l'Union européenne ont été sauvegardées, mais elles renforcent les pires dérives. Il n'y a rien à attendre des dirigeants en place : sauver l'Europe suppose de rompre avec ces politiques et ces traités mortifères.

Henri Wilno

## PHILIPPINES Coup de froid dans les relations Manille-Washington

Les Philippines constituent un pilier essentiel du déploiement US en Asie orientale. Le président Duterte peut-il couper ce cordon ombilical ?



Duterte fait la forte tête. DR

**E**n quelques semaines, le président philippin Rigoberto Duterte a multiplié les déclarations provocatrices envers Washington. Il a traité l'ambassadeur US de « *pédale* » et de « *fil de pute* », puis il a même attribué ce dernier qualificatif à Obama lui-même. Il vient de déclarer que les États-Unis devraient se retirer de Mindanao, la grande île méridionale dont il est originaire. En revanche, Duterte multiplie les gestes d'ouverture en direction de Pékin. Il refuse pour l'heure d'utiliser le jugement de la Cour de justice internationale reconnaissant la souveraineté philippine sur le récif de Scarborough, actuellement occupé par la Chine. Il invite cette dernière à investir massivement dans son pays... Rigoberto Duterte est-il simplement engagé dans une partie de poker menteur, agitant l'épouvantail chinois afin d'obtenir le maximum de concessions de la part des USA, puissance tutélaire ? Ou envisage-t-il réellement de remettre en question les alignements stratégiques dans cette partie du monde ? Et d'abord sait-il vraiment ce qu'il veut ou navigue-t-il à vue dans des eaux asiatiques de plus en plus agitées ? La question ne devrait pas se poser tant les enjeux régionaux et nationaux sont importants.

S'il y a néanmoins place pour le doute, c'est que le nouveau président philippin est un homme pressé et, dit-on, « pragmatique ». Il s'est fait triomphalement élire par le petit peuple, mais aussi par les élites, en promettant de changer radicalement les choses dans les trois à six mois. Il serait homme d'action alors que la précédente administration était tout à la fois impotente, incompétente et corrompue.

## Guerre de mouvement...

La « guerre à la drogue » a été engagée dès son élection assurée. Les drogués et dealers, a-t-il expliqué, ne sont plus des êtres humains, et ne méritent donc pas que l'on respecte leurs droits humains. En trois mois, quelque trois mille suspects ont été sommairement abattus, essentiellement par la police ou par des escadrons de la mort. Des centaines de milliers de personnes se sont rendues pour éviter d'être exécutées. La « guerre à la drogue » risque cependant de s'enliser, de devenir une « guerre sans fin ». Duterte vient d'annoncer qu'il lui faut la prolonger de six mois encore.

Des négociations de paix sont engagées avec le PCC (mao-stalinien). D'autres sont annoncées à Mindanao avec diverses organisations musulmanes ou « indigènes » (les montagnards), mais nul ne peut espérer une issue à la fois favorable et rapide. Or, Duterte ne peut pas se permettre un immobilisme qui donnerait l'occasion à nombre de ses actuels « amis » de se retourner contre lui. Pour survivre, il mène une guerre de mouvement. Un afflux massif de capitaux chinois permettrait à Duterte de prendre l'initiative sur un nouveau front : l'investissement, les grands travaux, l'emploi... L'idée est tentante, mais risquée. Barack Obama a déjà clairement exprimé son exaspération en annulant un rendez-vous avec le président philippin. L'élite philippine a d'étroits liens historiques avec les États-Unis, ancienne puissance coloniale. L'armée aussi... La 7<sup>e</sup> flotte US utilise les installations portuaires de l'archipel. Pour les États-Unis, au sud-ouest du Japon, aucun pays ne peut donc remplacer les Philippines. Gardons-nous aujourd'hui de tout pronostic, mais dans les mois qui viennent, l'actualité philippine va devenir une actualité mondiale.

Pierre Rousset

## ISRAËL Netanyahu passe à la caisse, Obama encaisse

Il y a quelques jours, le conseiller de Benjamin Netanyahu pour les questions de sécurité, Jacob Neguel, est allé à Washington pour signer un accord stratégique pour dix ans avec les États-Unis. Une mince affaire de 38 milliards de dollars [sic].

**A**près avoir traité Barack Obama et son administration de tous les noms d'oiseaux, le Premier ministre israélien n'est pas gêné pour passer à la caisse, et j'imagine qu'il dira même merci du bout des lèvres. Obama, qui n'aime ni Netanyahu ni sa politique, fera certainement un discours sur l'amitié éternelle entre les États-Unis et Israël, d'autant qu'il veut aider Hillary Clinton dans sa campagne électorale, et comme tous les candidats à la présidence, elle a besoin du soutien des amis d'Israël. Netanyahu lui aussi présente cet accord comme une grande victoire personnelle. En fait, ce n'est pas un « big deal », comme disent les Américains : depuis plusieurs décennies déjà, Israël reçoit chaque année du Trésor américain plus de trois milliards de dollars en aide militaire, et il n'y a donc pas de changement substantiel, malgré les vantardises d'un Premier ministre qui a besoin de renforcer son soutien populaire, alors que le parquet semble décidé à aller jusqu'au bout dans son enquête



Le pas de deux israélo-américain. DR

sur des affaires de corruption de la famille Netanyahu. Pourquoi, malgré les inimitiés flagrantes et des divergences politiques importantes, l'administration étatsunienne renouvelle-t-elle son soutien massif à l'État d'Israël ? Certains mentionneront l'influence du lobby israélien (juif et surtout évangéliste) comme raison première de cette aide

militaire sans précédent. En fait, si son influence est réelle sur les élus, elle reste relative au niveau de l'administration étatsunienne, qu'elle soit démocrate ou républicaine.

## La bonne affaire étatsunienne

Ce qui sous-tend l'alliance stratégique pérenne entre Washington et Tel Aviv, c'est d'abord et avant tout le

rôle d'Israël au Moyen-Orient et sa place dans le système de défense de l'Empire. En échange de 3,8 milliards de dollars annuels pendant dix ans et du bouclier diplomatique que Washington lui fournit, Israël protège les intérêts globaux des États-Unis dans la région... et parfois au-delà. Finalement, tout compte fait, il s'agit d'une bonne affaire pour les États-Unis : l'État hébreu remplace une 9<sup>e</sup> flotte dans la région, qui aurait coûté beaucoup plus... De plus, s'il devait y avoir des morts, ce seraient des soldats israéliens et pas des GI. Israël est un immense porte-avion des forces armées américaines pour une somme relativement modeste. Le problème auquel ont parfois été confrontées les administrations américaines, c'est qu'il arrive à l'allié israélien de prendre des initiatives qui ne sont pas toujours en accord avec les priorités de la Maison-Blanche et du Département d'État. C'est la queue qui essaie de bouger le chien... Mais dès lors que des intérêts stratégiques étatsuniens sont en jeu, la queue doit se soumettre à la volonté du chien, comme vient de le confirmer l'accord entre Washington et l'Iran, ces derniers étant toujours considérés par les néoconservateurs israéliens comme une menace globale contre le monde libre [sic], qui ne peut être désamorcée que par la force. Avec le chèque, les États-Unis auraient bien fait d'expliquer à Benjamin Netanyahu les nouvelles réalités géostratégiques et la nécessité pour Israël de changer de disque dur.

De Jérusalem, Michel Warschawski



## LES PROLÉTAIRES LES PLUS EXPLOITÉS NE SONT PLUS DES SALARIÉ-E-S...

Depuis le début des années 2000, le nombre d'actifs non salariés augmente. Ils sont désormais trois millions, soit environ un actif en emploi sur 10.

Assisterait-on à un retour en force de la petite-bourgeoisie traditionnelle, commerçantes et artisanes ? À un retour à la terre avec une augmentation du nombre de paysannes ? Non. Cette hausse est due uniquement à l'essor du nombre d'auto-entrepreneurs, un régime créé en 2008, désormais rebaptisés « micro-entrepreneurs ». Ils sont aujourd'hui plus d'un million.

### Vous avez dit « indépendant » ?

Beaucoup d'entre eux, souvent les moins qualifiés, sont des acteurs de l'économie « collaborative », mieux définie par les termes « économie du service à la demande ». LivreurEs à vélo, chauffeurs, réparateurs, ils sont mis en relation avec des clients via des sites internet ou des applications mobiles. Ils sont indépendants juridiquement... mais subordonnés à des entreprises capitalistes.

En ayant recours à la sous-traitance, à des « prestataires de service » externes, ces entreprises s'affranchissent des coûts et des « rigidités » du salariat. Plus de cotisations sociales. Plus d'indemnités de licenciement. Plus de salaires à verser quand l'activité baisse. C'est le retour



Auto-entrepreneur en pleine exploitation. DR

du travail à la tâche. Pas besoin d'attendre que le code du travail soit complètement détricoté, il suffit de le contourner ! Le travailleur auto-entrepreneur n'a pas grand chose d'un « indépendant » ; s'il l'est, c'est par rapport à ses collègues : atomisé, il n'est pas intégré à un collectif de travail, ce qui le fragilise vis-à-vis du capitaliste qui l'exploite.

### La « fin du salariat » ?

Beaucoup d'auto-entrepreneurs sont donc des prolétaires surexploités qui gagnent bien moins que le SMIC. Cela se reflète dans le taux de pauvreté des travailleurs indépendants (18,8 %)

largement supérieur à celui des salariés (6,3%). Ainsi, un tiers des auto-entrepreneurs exerce en parallèle une activité salariée pour tenter de sortir de la pauvreté. Le passage de salarié à indépendant est parfois organisé directement par l'entreprise : 8% des auto-entrepreneurs déclarent avoir créé leur entreprise à la demande de leur ancien ou futur employeur. Difficile de nier le lien de subordination ! Et Pôle emploi d'encourager les chômeurEs à « créer leur propre emploi » en devenant auto-entrepreneur.

Hervé Novelli, l'inventeur de ce dispositif alors qu'il était secrétaire d'État de Fillon, rêve à voix haute de la « fin du salariat » qui n'aurait pas vocation à rester la norme dans une « société moderne ». Le danger d'une précarisation généralisée avec une désalarisation des travailleurs est bien réelle. C'est pourquoi la bataille pour requalifier le contrat de prestation de services qui lie l'auto-entrepreneur à l'entreprise en contrat de travail est décisive. Tous les travailleurs doivent bénéficier des institutions salariales, fruit des luttes ouvrières. Avec, au-delà, l'objectif d'émanciper le travail de l'emprise du capital.

Gaston Lefranc

# UBÉRISATION, AUTO

Si le capitalisme traverse une crise économique profonde, il ne manque pas d'imagination pour aggraver les conditions d'exploitation des travailleurEs. Ses têtes pensantes sont capables d'utiliser à la fois les évolutions technologiques – comme toutes celles qui tournent autour de la « numérisation », de la « dématérialisation » de l'économie, de la production – et les aspirations à sortir de l'exploitation salariale qui peuvent s'exprimer dans diverses couches de la société. Les petits-enfants de Mai 68 pris dans la « macronisation » des rapports de production...

L'« ubérisation » concentre tous les avantages de l'individualisation et de la précarisation du travail : totale dépendance dans les charges et l'organisation du travail, tous les « risques » économiques à la charge du travailleurE, avec des pressions individualisées et leurs conséquences en termes de risques dans le travail et de risques psycho-sociaux, des salaires misérables, des « charges » sociales allégées pour les employeurs, un camouflage du chômage...

Et l'extension de ces sous-statuts par-delà les frontières, dans leurs organisations comme dans leurs activités concrètes, ajoute aux difficultés de riposte.

Avec la loi travail, le gouvernement Hollande fournit aujourd'hui les moyens juridiques qui aurait pu faire défaut au patronat. De leur côté, les organisations syndicales ont bien du mal à construire un début de riposte. Traditionnellement, elles sont peu à l'aise hors de la défense des salariéEs « traditionnels ». Les luttes des femmes, des immigréEs, des précaires, des saisonnierEs, des chômeurEs ont toujours dû chercher d'autres voies que le syndicalisme organisé. Un nouveau défi au moment où l'empilage des contre-réformes, de la loi Macron à la loi travail, tend à siphonner l'ensemble des droits de toutes et tous.

(Re)construire l'unité ouvrière, l'unité du prolétariat est plus que jamais nécessaire, urgent.

Ce premier dossier de l'hebdomadaire (voir aussi la revue l'Anticapitaliste n°76 de mai 2016) doit nous permettre de mieux connaître, mieux comprendre... pour mieux combattre.

Robert Pelletier



## EUROPE : « UBÉRISATION » PARTOUT, JUSTICE (SOCIALE) NULLE PART !

L'« ubérisation » du travail se développe dans de nombreux pays d'Europe. Et avec elle, des statuts au rabais sont inventés pour donner l'illusion d'une protection accordée à des travailleurs précaires toujours plus nombreux.

À Bruxelles comme à Paris, les livreurEs à vélo des plateformes comme Foodora ou Tok Tok sillonnent les rues avec leurs caissons de livraison sur le dos. Et en Belgique comme en France, ils ont un statut d'indépendant, les plateformes refusant de les reconnaître comme salariéEs en dépit de la forte dépendance qui les lie à elles, les livreurEs ne pouvant travailler que pour une seule entreprise à la fois. Dans les deux pays, une question majeure se pose : comment assurer à ces travailleurs précaires un minimum de droits en cas d'accident, de maladie, etc. ?

### Coopératives ou syndicats ?

En France, la loi travail a donné raison aux plateformes en créant un statut d'indépendant avec des droits au rabais par rapport aux salariéEs (voir article ci-contre). En Belgique, le statut d'auto-entrepreneur n'existant pas, c'est une autre voie, tout aussi insatisfaisante, qui a été choisie : une entreprise coopérative, SmartBe, a signé en avril dernier un accord commercial avec Deliveroo et Take Eat Easy pour accorder quelques droits aux livreurs. Ceux-ci peuvent donc adhérer à la coopérative dont ils deviennent salariés, celle-ci jouant en échange le rôle d'une sorte de syndicat négociant

avec les plateformes quelques avantages pour les travailleurEs... L'accord entre la coopérative et les plateformes prévoit la mise en place d'une formation sécurité, la prise en charge des frais liés à l'utilisation d'un vélo personnel et d'un téléphone portable ainsi qu'un droit à une rémunération de trois heures minimum par jour de travail même sans commandes.

Premier problème : avec ce type d'accord commercial, les plateformes peuvent continuer d'exploiter impunément des travailleurEs précaires sans avoir à assumer les responsabilités et à respecter les obligations incombant à un employeur. Deuxième problème : tous les livreurEs à vélo ne bénéficient pas de cet accord, mais seulement ceux travaillant avec les plateformes avec qui il a été passé. Cela contribue donc à isoler les travailleurEs les uns des autres et à les mettre en concurrence là où seule l'union de tous les précaires des secteurs ubérisés permettraient d'instaurer un rapport de forces qui leur serait favorable.

### Statut au rabais

Autre exemple du développement de statuts au rabais pour les travailleurEs des plateformes numériques : le « Trade » en Espagne. Il s'agit d'un statut réservé aux « travailleurs autonomes dépendants

économiquement » créé dès 2007 dans un contexte de précarisation des travailleurEs et à la base destiné au secteur des transports. Il s'est ensuite étendu au secteur de l'« économie collaborative ».

Ce statut permet d'avoir un remplaçant en cas d'interruption de travail pour la naissance d'un enfant (sans risquer donc de perdre son contrat avec la plateforme) ou de prendre 18 jours de vacances par an (sans pour autant qu'il s'agisse de congés payés par la plateforme, c'est une simple autorisation d'absence sans solde!). Les « Trade » ont également des obligations de cotisations pour maladie et accident du travail, celles-ci n'étant versées que par les travailleurEs, avec des niveaux de prise en charge très bas par rapport à ceux des salariéEs.

En clair, comme en France, l'État espagnol a donc créé un statut rabais pour légaliser et faciliter l'exploitation de ces faux indépendants par les plateformes riches à millions. Côté travailleurs, l'« ubérisation » signifie donc bien, partout en Europe, la réapparition du travail à la tâche, pseudo-indépendant et vraiment précaire. Elle remet en cause des décennies de luttes collectives ayant permis d'obtenir des droits pour touTEs.

Coline (Comité inspection du travail Île-de-France)



CHARMAG



# -ENTREPRENARIAT...

## toujours plus diviser

## mieux domestiquer



## « AVEC LA LOI EL KHOMRI, ON SERA PRÉCAIRES TOUTE NOTRE VIE »

Pourtant retiré du projet initial, un amendement du gouvernement ajoutant au code du travail des dispositions relatives aux « travailleurs utilisant une plateforme de mise en relation électronique » et à la « responsabilité sociale » de ces entreprises a finalement été ajoutés in extremis à la version finale de la loi travail.

**T**oute coïncidence entre cet ajout et l'annonce par l'Urssaf, en mai dernier, de l'engagement d'actions en justice visant à faire reconnaître l'existence d'un lien de subordination entre Uber et ses travailleurEs, requalifiés en salariés, et à faire condamner le délit de travail dissimulé par détournement de statut, n'est bien évidemment pas fortuite...

### Le code du travail à front renversé

Du coup, le code du travail saucé El Khomri énonce désormais en toutes lettres que les travailleurEs des plateformes de mise en relation sont des travailleurEs indépendants, y compris lorsque c'est l'entreprise qui détermine le prix et les caractéristiques du service fourni, deux indices habituels de la dépendance économique inhérente à la relation salariale...

La loi leur accorde pourtant quelques menus droits bénéficiant aux salariéEs : accès à la formation professionnelle ; prise en charge des cotisations accidents du travail par l'entreprise – et encore seulement au-delà d'un certain chiffre d'affaires – ; droit de grève et droit de créer des syndicats ou d'y adhérer.

Avec la loi travail, les actions en requalification ne seront certes pas impossibles. Mais elles reposeront entièrement sur l'action individuelle et collective des travailleurEs ou des services de contrôle (Urssaf, inspection du travail) et il faudra démontrer que les entreprises gardent la mainmise sur les recrutements, le choix des prestations et le contrôle du travail.

El Khomri procède à l'inverse de ce que le code du travail prévoit pour d'autres professions (les journalistes par exemple) qui bénéficient par la loi d'une présomption de salariat ouvrant automatiquement le droit à l'ensemble des protections réglementaires, charge à l'employeur de démontrer le contraire.

### 40% du SMIC

La loi travail agit surtout pour préserver la concurrence sur un secteur où se joue une féroce guerre de prix en maintenant au plus bas le prix de la force de travail. Ainsi, Uber a dû revoir ses tarifs en Chine, et a subi une perte de plus d'un milliard de dollars au premier semestre 2016. Outre les levées de fonds et les économies en capital fixe et circulant (Uber ne paie rien pour les véhicules ou l'essence), la pressurisation

du revenu de ses travailleurEs est un élément stratégique de développement si Uber ne veut pas entamer ses colossales réserves, estimées à 8 milliards de dollars... La loi travail y répond donc en empêchant les travailleurEs d'accéder à l'élément primordial de la relation salariale, le salaire lui-même et les droits qui en découlent. Un calcul effectué par le journal *Alternatives économiques* montre ainsi que pour un chiffre d'affaires de 4 500 euros par mois (montant moyen constaté par Uber), un chauffeur peut espérer gagner 750 euros s'il est locataire de sa voiture et 900 euros s'il en est propriétaire, déduction faite des frais (entretien, location, amortissement, carburant, assurance, cotisations sociales, etc.)... et de la commission prélevée par Uber. Soit, pour une moyenne de 70 heures par semaine, un revenu horaire de 2,50 à 3 euros net correspondant à peine à 40% du SMIC ! Une précarité qui s'ajoute aux inégalités sociales et raciales : une étude du ministère des Transports établit que les chauffeurs d'Uber se recrutent en proportion plus importante dans les communes franciliennes populaires où le taux de chômage est élevé.

**Julien (Comité inspection du travail Île-de-France)**

## TRAVAIL ET CAPITALISME: UN CHANGEMENT EN PROFONDEUR?

**J**amais une seule société n'aura à ce point dominé le calendrier médiatique, politique et judiciaire au même moment partout sur la planète. Mais « les affaires Uber » ne sont que la pointe visible, émergée de l'iceberg des sociétés de plateforme d'échange de services, comme viennent nous le rappeler le démarrage de procès contre Deliveroo à Londres, ou les récentes faillites de Gateway (réservations locations) et de Take Eat Easy (livraisons à domicile) en Belgique.

### La relation salariale travestie

Derrière la croissance fulgurante de ces plateformes semble poindre une nouvelle forme de relation au travail, comme si les capitalistes, qui tirent leur force de l'importance et de la productivité de leur masse salariale, se résolvait à s'en départir pour ne nouer que des relations d'affaires. Le modèle économique des plateformes est simple, toujours le même : une flottille de travailleurEs indépendants et d'auto-entrepreneurEs est rattachée à une plateforme informatique de mise en relation, laquelle prélève des frais de service exorbitants.

Le lien entre lieu de travail et lieu de collecte de la plus-value est distendu, ce qui permet une fraude fiscale et sociale inédite, dont une comparaison avec le modèle antérieur révèle que c'est bien la raison

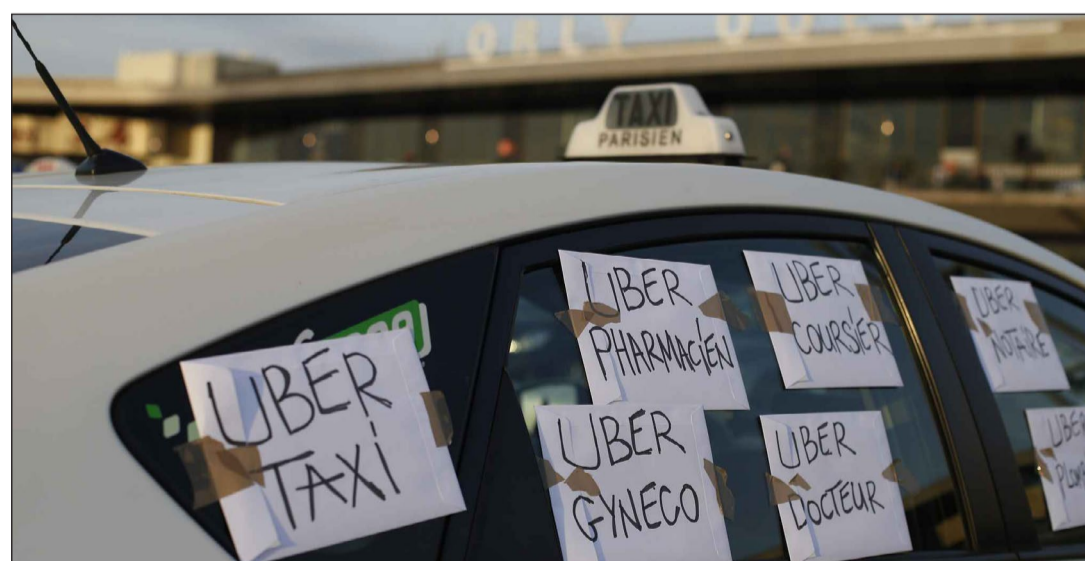
*Retentissants procès collectifs en Californie et au Massachusetts, procès-verbal dressé par l'Urssaf contre la même société cette année, multiples révoltes contre son modèle économique à Montréal, Londres, Djakarta, taxis parisiens fondant un éphémère Taxi Debout pour protester contre son emprise, 2016 aura sans conteste été une grande année Uber !*

d'être du modèle. Une entreprise de service à la personne dématérialisée ne fait rien d'autre que sa consœur classique, des travailleurs sont envoyés chez des particuliers et la durée et la qualité de leur travail sont contrôlées. Cela démontre bien qu'il s'agit d'un travestissement de la relation salariale.

Cela étant dit, il ne s'agit paradoxalement pas, ou pas seulement, d'un énième exemple de dérégulation. Les populations touchées ne sont pas centrales par rapport à la grande masse du salariat (chauffeurs de taxi, chauffeurs-livreurs, services à la personne). L'ubérisation commence par s'installer sur des secteurs marginaux, du fait de sa capacité à structurer en semi-salariat les plus discrètes activités humaines (comme l'hébergement ou l'aide aux devoirs) et à les moduler en machine à générer et extraire du profit. C'est à partir de cette position que le phénomène peut se retrouver en mesure de concurrencer des secteurs plus structurés (hôtellerie).

### Effet de mode (de production capitaliste)?

Faut-il voir dans, l'ubérisation pris comme phénomène économique, social, médiatique, politique et



Un taxi en colère contre le monde Uber. DR

judiciaire, un nouveau paradigme de production, forme trouvée du capitalisme du 21<sup>e</sup> siècle ? La publicité qui lui est faite nous indique que c'est bien le rôle que le capital entend lui faire jouer, ce que vient confirmer l'inscription dans le code du travail d'un statut des travailleurs indépendants des plateformes (via un amendement fort opportun dans la loi El Khomri, voir l'article de ce dossier).

Mais la ruée vers le modèle Uber est trop forte pour qu'elle ne relève

pas en partie de l'effet de mode : la société du spectacle n'a rien d'autre à offrir en matière de réussite économique. Alors elle nous en met plein la vue : espoir, inquiétude, le sujet est sur-gonflé par rapport à son importance numérique réelle. Quant aux espoirs de profits fondés sur ce modèle, il y a fort à parier qu'il y aura beaucoup d'appelés pour très peu d'élus (les faillites des plateformes belges sont loin d'être les dernières), d'autant qu'il se montre aussi vulnérable aux campagnes

d'agitation du fait de ses propres employés ou de la concurrence, qui le rendent dépendant du bon vouloir des pouvoirs publics. Ce qui ne signifie pas qu'il n'a aucun avenir. Nous devons considérer qu'il va s'installer dans le paysage. Pour de bon.

### Quelle(s) riposte(s) ?

La menace, une fois de plus indirecte, n'est pas encore prise au sérieux par le mouvement ouvrier, dont la réaction est pour le moment

tiède. Mais la énième apparition d'une nouvelle couche de précaires indique, y compris à l'horloge des bureaucraties, que l'heure est à se préoccuper de ces secteurs précarisés.

C'est ainsi qu'on voit l'Unsa commencer à s'implanter dans le secteur du VTC (véhicules de tourisme avec chauffeur, concurrents des taxis), ou apparaître en Grande-Bretagne des regroupements de travailleurs indépendants (Independent Workers Union of Great Britain) syndiquant notamment les coursiers Deliveroo. Aux États-Unis, le système est d'ores et déjà en butte à la concurrence de conducteurs « hors plateformes », indépendants ou dés-ubérisés.

De manière plus générale, la possibilité de remplacer ces plateformes par des versions à peine éloignées, véritablement coopératives et horizontales, à la portée des travailleurs éduqués que sont les « ubérisés », montre bien les fragilités du système. En s'aventurant dans l'ubérisation, le capital montre surtout qu'il est à court d'un modèle de relance qu'il puisse contrôler totalement, dont il puisse être totalement sûr.

**Jérôme (Comité inspection du travail Île-de-France)**



## FESSENHEIM

## La fermeture s'impose!



Attention danger! PHOTO:THÈQUE ROUGE/MILO

Bâtie dans une zone sismique, 9 mètres plus bas que le grand canal d'Alsace et près d'une des plus grandes nappes phréatiques d'Europe, cette centrale symbolise le risque grandissant de catastrophe nucléaire majeure.

Son radier (socle de béton) de seulement 1,5 mètre serait incapable de retenir le corium (fonte du réacteur). À Fukushima, le radier était de 6 à 8 mètres! De plus, dans la nappe phréatique, l'Autorité de sûreté nucléaire a fait construire un puits pour alimenter un système de refroidissement de secours: le corium s'écoulerait donc tout droit vers la nappe et la vallée du Rhin, jusqu'à la mer du Nord. Chaque jour de production d'électricité nucléaire est un jour de production de déchets nucléaires dont on ne sait que faire... Il y a donc urgence à imposer la décision politique de l'arrêt de l'ensemble de la filière: dans ce cadre, fermer Fessenheim dès 2017 devra être une première étape.

## Aucun licenciement et arrêt du nucléaire, ça va de pair!

Le 14 septembre, une grève intersyndicale a réuni plusieurs centaines de salariéEs opposés à la fermeture de la centrale qui compte, malgré les coupes budgétaires d'EDF, 850 agents, 250 prestataires, 180 «nomades du nucléaire» qui vont de site en site et 90 intérimaires. La fermeture de la centrale s'impose, tout autant que la sauvegarde des emplois sur place. La mise en sécurité du site dans de bonnes conditions va même nécessiter d'embaucher (CDI pour touTEs) et le démantèlement prendra des dizaines d'années. L'énergie est un secteur qui nécessite des emplois qualifiés et l'expérience des agents EDF est irremplaçable. D'où l'importance d'assurer la reconversion des emplois vers les énergies renouvelables. Produire et acheminer le courant chez tous les usagerEs, avec un vrai service public, contrôlé démocratiquement à tous les niveaux, dans un meilleur respect de l'environnement, voilà la mission des électricienEs! La fermeture de Fessenheim, cadeau de noces entre le PS et EÉLV en 2012, était envisagée pour 2016, date prévue du démarrage de l'EPR de Flamanville. Une centrale fermée pour une ouverte: grande victoire pour les écologistes institutionnels, lamentable échec pour les antinucléaires! L'annonce de fermeture qui resurgit à la veille des présidentielles est un appât un peu gros, mais il y aura bien des Placé, de Rugby, Cosse... pour le gober. Le NPA sera présent les 1<sup>er</sup> et 2 octobre à Flamanville pour exiger l'arrêt de la fuite en avant criminelle dans le nucléaire. C'est nécessaire, urgent et possible.

Commission nationale écologique

# MAYOTTE Reprise de la grève pour « l'égalité réelle »

La grève générale de deux semaines, du 30 mars au 15 avril de ce printemps contre la loi travail et pour « l'égalité réelle », avait obtenu... un certain nombre de promesses...

Mais l'intersyndicale avait indiqué que si les promesses gouvernementales n'étaient pas tenues, la grève reprendrait.

## Un climat de mépris colonial

Le 13 juillet, un décret gouvernemental mettait en application le relevé de décisions du 15 avril 2016 signé entre le gouvernement et l'intersyndicale de Mayotte en accordant des reprises d'ancienneté à certaines catégories d'agents de la fonction publique. En effet, dans le département français de Mayotte, il n'est pas tenu compte de l'ancienneté de beaucoup de fonctionnaires qui ont travaillé sous différents régimes statutaires au gré des évolutions administratives de l'île. Or le décret de juillet ne s'appliquant pas à toutes les catégories de fonctionnaires, certains de ces derniers n'ont donc pas de « carrière ». En conséquence, certains fonctionnaires partent à la retraite avec des pensions en-dessous du minimum vieillesse! Cette situation humainement inacceptable est ressentie comme coloniale tant elle ressemble à du mépris.

Cela s'ajoute, dans le même esprit colonial, au fait que la crise de recrutement notamment dans l'enseignement du second degré atteint une ampleur inédite. Il y a 42% de contractuels dans le second degré, cela alors que la moyenne d'une académie



Des manifestantEs bloquant l'accès du village de Bandrele le 13 avril dernier. DR

métropolitaine est de 7,5%... Et pire, il est fait appel à des contractuels métropolitains ou extérieurs en leur offrant cette année une prime d'installation de 10 000 euros alors que, jusqu'à aujourd'hui, les anciens et les titulaires locaux n'ont pas droit à cette indemnité! Par ailleurs, vu le besoin crucial d'équipements publics, les enseignants demandent un plan de construction d'écoles pour mettre fin aux « rotations » puisque, faute d'écoles, certains établissements fonctionnent en « tournées » comme les équipes de l'industrie en 2-8. Est aussi demandé un plan de rénovation et d'équipement des établissements scolaires, des constructions de cantines scolaires car des enfants mangent encore par terre, des classes à 25 élèves,

la reconnaissance des langues shimaoré et shiboushi comme langues régionales, et l'adaptation de la loi sur les nouveaux rythmes scolaires aux réalités et contraintes locales. Mais il est aussi demandé une hausse du taux d'indexation des salaires au moins au niveau de celui de la Réunion (1,53) au lieu de 1,40 actuellement.

## Des tensions sociales toujours vives

Par ailleurs, en plus des tensions migratoires, les conflits sociaux ne cessent pas. Ainsi, le 1<sup>er</sup> septembre, il y avait grève au centre pénitencier de Majicavo. Le 5 avait lieu une manifestation contre la fiscalité confiscatoire. Le 6, la mairie d'Acoua était bloquée pour son défaut d'éclairage public. Le 7, la mairie de Koungou était bloquée par les grévistes de la mairie. Le 8, c'était le quatrième jour de grève des employés du Conseil départemental, pour de meilleures conditions de travail, avec un piquet de grève de 70 personnes qui bloquaient le conseil, mais aussi 200 grévistes bloquant

l'amphidrome et rendant la barge gratuite. Et le 13 septembre, les parents d'élèves occupaient l'école de Bouéni.

C'est pourquoi, dans la continuité de la grève d'avril, l'intersyndicale (CGT Mayotte, FAEN, FSU Mayotte, Solidaires, UD FO, SNUipp-FSU Mayotte et UIR CFDT) a décidé d'appeler à la grève reconductible de la fonction publique à partir du mardi 13 septembre pour généraliser la mesure de rétablissement de l'ancienneté à l'ensemble des fonctionnaires, notamment aux enseignantEs du 1<sup>er</sup> degré qui ont été aux avant-postes du mouvement d'avril 2016. Avec plus de 65% de grévistes et plus d'une cinquantaine d'écoles fermées le mardi 13 septembre, les enseignantEs du premier degré ont suivi très massivement l'appel à la grève.

Le gouvernement promettant alors à nouveau qu'il allait étudier la question, l'intersyndicale a décidé de suspendre la grève, mais de maintenir la pression en reconduisant le mouvement le mardi 20 septembre. À suivre.

Jacques Chastaing

## SAINT-DENIS LYCÉE SUGER (93)

## Mobilisés et en grève dès la rentrée!

Dès le lendemain, les enseignantEs ont arrêté le travail et appelé à la mobilisation. Ils ont trouvé le soutien d'une soixantaine d'élèves et d'un groupe de parents. Inédit dans ce lycée situé aux abords de la cité des Francs-Moisins qui connaît régulièrement des intrusions, des dégradations, voire même des agressions d'élèves.

Réunis chaque jour en assemblée générale, enseignantEs, élèves et parents se sont mis d'accord sur les revendications: cinq postes d'AED supplémentaires et le remplacement du conseiller principal d'éducation absent, en insistant sur la volonté de résister à la violence par l'augmentation du nombre de personnels capables de discuter

Le 5 septembre, un assistant d'éducation a été roué de coups à l'entrée du lycée Suger, par un groupe d'élèves entourant un jeune non scolarisé dans l'établissement qui voulait en forcer l'entrée. Le jeune surveillant, nouvellement affecté au lycée, a un arrêt de travail de 15 jours...

et de désamorcer les tensions. La situation de Suger est significative de la dégradation des conditions dans un établissement pourtant classé en Zone de prévention violence: alors que le nombre d'élèves est passé de 600 à 1300 et que la surface de bâtiments a doublé, il y a exactement le même nombre de surveillants (8), ce qui explique que l'AED se soit trouvé seul devant l'entrée.

## Une expérience collective

Au bout de quatre jours de mobilisation médiatisée, le ministère a été obligé de recevoir des représentantEs du personnel,

des élèves et de la municipalité. Mais ce n'était que pour leur tenir des discours lénifiants et les renvoyer vers le rectorat qui leur avait déjà expliqué que ce lycée avait beaucoup d'AED et qu'il fallait réfléchir à augmenter le temps de travail de ces personnels précaires... Finalement il a fallu une semaine de grève supplémentaire et une manifestation samedi 16 devant la mairie pour obtenir un poste de surveillant et l'embauche d'un contrat en CUI, soit un demi-poste supplémentaire. Évidemment pas satisfaisant, mais les grévistes ont décidé lundi 19 septembre

de reprendre le travail, en spécifiant leur vigilance à ne tolérer aucune dégradation des conditions de travail des surveillantEs.

Deux semaines de grève à la rentrée, pas vraiment courant dans l'Éducation: une indication de l'inquiétude des salariéEs mais aussi des élèves et d'une volonté de ne plus encaisser sans moufter. C'est une expérience collective qui a établi un rapport de forces avec les différents échelons hiérarchique de l'Éducation nationale et des liens qui vont perdurer dans les mois à venir.

Cathy Billard

## HÔPITAUX

## Déjà une dizaine de suicides d'agents depuis le début de l'année!

Si nous dénonçons depuis plusieurs années déjà la dégradation de la situation dans les hôpitaux publics, il est indéniable que depuis plusieurs mois nous connaissons une forte accélération de celle-ci...

De la loi Bachelot à la loi Touraine, ce sont des milliers de postes qui ont disparu, des services entiers et des hôpitaux de proximité qui ont fermé. Cela a inévitablement entraîné une très forte

dégradation des conditions de travail des hospitalierEs.

## Un management venu du privé

Ainsi, dans de nombreux hôpitaux en France, leur quotidien est devenu un



**IMPÔTS**

# Bingo pour les entreprises!

Le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle réduction d'impôt. Sa communication a été essentiellement centrée sur les particuliers. Mais dans les faits, cette nouvelle réduction d'impôt favorise une fois de plus les entreprises.

À écouter les médias et le gouvernement, les classes moyennes connaîtraient une nouvelle baisse d'impôt. Concrètement, selon les calculs de Bercy, 5 millions de foyers fiscaux seront concernés pour un gain moyen de 200 euros. Des gains qui bénéficieront donc aux ménages dont le revenu est inférieur à 1700 euros pour une personne seule et à 3400 euros pour les couples. Le coût de cette mesure s'élève à 1 milliard d'euros...

De plus, pour encourager l'emploi à domicile, le gouvernement transforme l'avantage fiscal (baisse d'impôts) dont bénéficiaient ceux et celles qui employaient une personne à domicile en crédit d'impôt permettant ainsi aux non-imposables d'en bénéficier. Selon Bercy, cette mesure pourrait bénéficier à 1,3 million de ménages... mais seulement à partir de 2018.

Mais ce geste, purement électoral cela va sans dire, ne doit pas faire oublier que les particuliers ne sont pas seulement imposés sur le revenu (payé aujourd'hui seulement par 47% des foyers fiscaux), le quinquennat Hollande ayant vu une forte augmentation des impôts les plus injustes, non progressifs, comme la TVA, en partie pour financer le Crédit compétitivité emploi (CICE). Sans oublier, non plus, les augmentations des impôts locaux.

**Patrons et actionnaires raflent la mise**

Mais bizarrement, le gouvernement a peu communiqué sur les conséquences de cette nouvelle réduction d'impôts concernant les entreprises. Pourtant, ce sont une nouvelle fois bien elles les grandes gagnantes. Et nous ne devons pas en être surpris, puisque tout au long de son quinquennat, Hollande les a particulièrement choyées, avec en particulier le CICE et les allègements de cotisations sociales.

Rien qu'en 2016, ce CICE aura coûté 18 milliards d'euros et la baisse des autres prélèvements fiscaux pour les entreprises s'élève pour cette même année à 3 milliards d'euros! Loin très loin des très médiatisées baisses d'impôts sur le revenu représentant 5 milliards d'euros sur les trois dernières années. Et les dernières mesures annoncées enfoncent donc le clou...

Car malgré les critiques fondées sur l'efficacité du CICE en termes de créations d'emplois et son coût exorbitant (pointés en particulier dans un rapport du Sénat le 13 juillet dernier)... le gouvernement a décidé de le renforcer! Ainsi, en 2017, ce crédit d'impôt calculé sur la base de la masse salariale va augmenter de 6 à 7%, soit pour les entreprises un allègement supplémentaire de cotisation de 3,3 milliards d'euros.

Enfin, le gouvernement va une nouvelle fois baisser l'impôt sur les sociétés au profit des TPE. Pour ces dernières, l'impôt sur les sociétés devrait être ramené de 33,3% à 28%. Une disposition que le gouvernement veut généraliser mais de manière graduelle jusqu'en 2020, date à laquelle ce taux de 28% serait applicable à toutes les entreprises. Qu'elles soient de «gauche» ou de droite, les politiques budgétaires accentuent les inégalités sociales. Pour plus d'égalité, un bouleversement radical de la fiscalité serait nécessaire. Mais une telle politique ne pourrait que s'inscrire dans le cadre d'une rupture avec le capitalisme, car une fiscalité vraiment juste est un rêve dans un système fondé sur l'injustice et l'exploitation.

Sandra Demarcq



Le PS-Medef, une vraie contre-révolution fiscale... PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO

**PLATEFORME COURRIER D'OCTEVILLE (76)**

## Une grève qui menace de faire tache d'huile

Tous les facteurs fonctionnaires et CDI de la plateforme d'Octeville près du Havre sont en grève reconductible depuis le 13 septembre à l'appel de Sud et de la CGT.

À l'origine de la colère, la délocalisation des cinq machines de tri sur la PIC du Madrillet près de Rouen et l'imposition d'une pause méridienne de 45 minutes dans la journée des facteurs. Cette dernière mesure a mis le feu aux poudres: suppression de la pause légale de 20 minutes, allongement de la journée de travail par la pause non payée et par un retour en tournée l'après-midi, avec une charge de travail intenable dans les délais... Et courrier livré de plus en plus tard pour les usagers!



Deux semaines et toujours en colère! DR

Face à la grève, la direction aligne les cadres «volontaires» sur les tournées. Ainsi vendredi dernier, le directeur régional lui-même a fait 200 bornes pour montrer l'exemple et mouiller sa chemise sur une tournée du Bois-de-Bléville et sous un

déluge de pluie... Sans évidemment pouvoir tenir le rythme.

**Vers l'extension?**

Chacun a pu vérifier la popularité du mouvement auprès de la population: les facteurs en retournant dans les quartiers faire signer leur

pétition, les cadres en se faisant bien recevoir par les usagers! Le courrier s'entasse chaque jour davantage, la détermination des grévistes se renforce et la direction s'est vue contrainte de commencer à lâcher du lest à la marge. À ne pas vouloir entendre raison sur la journée coupée, elle prend le risque de voir le conflit s'étendre dans les autres bureaux où personne ne veut de cette nouvelle dégradation des conditions de travail.

Ce lundi 19 septembre au matin, les UL CGT et Solidaires arrivaient en renfort sur le site dès l'embauche, Sud et CGT appelant à la grève sur toute l'agglomération du Havre vendredi 23 septembre.

Correspondant

**EUROPACITY (95)**

## La vie Auchan... sans les champs

Tel qu'imaginé par son promoteur, EuropaCity rassemblerait, sur 80 hectares de terres agricoles situées dans le triangle de Gonesse (Val-d'Oise), à mi-chemin entre les pistes de Roissy et du Bourget, quelque 500 commerces, 2700 chambres d'hôtel et de multiples espaces consacrés aux loisirs et à la «culture»...

Ainsi un parc aquatique avec surf et spa, des pistes de ski d'intérieur, un parc d'attractions de 150 000 m<sup>2</sup>, une halle d'exposition, un cirque, une ferme urbaine... Un «temple du temps libre», dont la phase de construction se déroulerait à partir de 2019 pour une ouverture au public programmée pour 2024, qui devrait attirer, selon le promoteur, 30 millions de visiteurs par an, dont 6 millions de touristes français et étrangers.

Le projet EuropaCity est d'un coût estimé à 3,1 milliards d'euros financés sur fonds privés, dont 2,6 milliards à la charge du maître d'ouvrage, Alliances et Territoires (filiale de la branche immobilière du groupe Auchan). Il s'inscrit dans la dynamique du Grand Paris.

Le projet d'une nouvelle gare de métro sur le tracé du Grand Paris Express et surtout la perspective de la création de 11800 emplois ne manquent pas d'allécher les élus locaux, mais laissent sceptiques les associations locales opposées au projet qui mettent en avant la destruction du tissu commercial et d'activité existant, et leurs emplois, ainsi que celle des dernières terres fertiles du grenier à blé d'Île-de-France.

Bref, un centre commercial, au coût pharaonique, sur des terres agricoles, en-dessous d'un couloir aérien... Un bilan transports/carbone catastrophique, et le choix d'un mode de développement consumériste entériné.

**Mirage**

La commission chargée d'organiser le débat public a remis son rapport le 12 septembre dernier: sa présidente, Claude Brévan, observe dans son rapport l'opposition entre «d'un côté, une société qui s'affranchirait de la course à la consommation pour aller vers davantage de sobriété et s'engagerait vers une transition écologique et énergétique; de l'autre une société attachée aux modes de vie urbains ou aspirant à y avoir accès, mais tarabotée par le chômage, et pour laquelle seul un modèle plus classique de croissance et de développement économique permet d'apporter des solutions durables».

EuropaCity a trois mois pour adapter son projet aux remarques de la commission dont on peut noter qu'elle met en exergue les contradictions du système, le scandale de la destruction des terres agricoles, mais persiste à penser qu'avec le mirage des emplois annoncés, ce projet reste amendable. Les associations qui luttent contre EuropaCity ont encore du travail...

Catherine Segala



L'honneur économique... DR

enfer: modifications récurrentes des plannings, heures supplémentaires qui s'enchaînent, journées doublées pour pallier l'absence de collègues, impossibilité de poser ses congés, non-replacement des arrêts maladie etc. En bref des cadences infernales qui ne permettent plus aux soignantEs d'exercer leur métier dans des conditions acceptables et qui mettent en danger les patientEs.

À cela s'ajoute un mépris croissant des directions des hôpitaux envers les salariéEs. Ainsi nous voyons progressivement y apparaître des anciens dirigeants d'entreprises privées... Au CHU de Toulouse, nous avons ainsi des anciens de Danone, de Pimkie, de Carrefour... Rien de bien surprenant, étant donné la volonté d'imposer un management qui permette toujours plus de rentabilité.

Les agents ne sont plus que des chiffres. Peu importe leurs qualifications, ils sont censés être interchangeables pour pallier les absences; consigne leur est donnée de bannir tout «temps perdu» auprès des patientEs. La priorité n'est donc plus au soin, elle est à l'acte, et il faut que ça aille vite, que ça rapporte...

**Ne pas perdre sa vie à la gagner**

C'est dans ce contexte que plusieurs collègues, et pas uniquement des infirmierEs, ont mis fin à leurs jours cet été. On nous rétorque en permanence qu'un suicide a des origines multi factorielles. Oui, mais il est indéniable que, les concernant, les conditions de travail en font partie. La majorité des hospitalierEs ont été touchés, se sentent concernés. Beaucoup d'entre eux disent même comprendre comment on peut en arriver là.

Au vu de la situation actuelle, il est malheureusement inévitable que d'autres reproduisent ce geste. Notre tâche et celle de toutes celles et ceux qui luttent est désormais de faire en sorte que ces drames ne se produisent plus. Et pour réussir cela, il faut être capable de transformer le désespoir en volonté de se battre, il faut convaincre qu'en luttant tous ensemble, il est possible de gagner. Nous ne partons pas de rien, loin de là: de nombreuses luttes ont eu lieu dans les hôpitaux ces derniers mois, des grèves dures parfois victorieuses, et de nombreux hospitalierEs sont prêts à ne plus courber le dos. La colère est là, et pas que chez les hospitalierEs. Les usagerEs, c'est-à-dire nous tous, avons aussi un rôle important à jouer dans cette mobilisation.

Popo Salinguer



CHARMAG





## Les comités en action !

### Gonesse (95) Avec le lycée en lutte, grève et blocage!

Au lycée René-Cassin, la grève a commencé le deuxième jour de la rentrée scolaire, les professeurs ont tiré la sonnette d'alarme. Les trois classes STMG sont surchargées: 36 élèves par classe, une situation insupportable pour les enseignantEs qui revendiquent l'ouverture d'une demi-classe pour absorber correctement le sumombre d'élève, avec un slogan «pas une classe de plus de 30 élèves».

Les services académiques ont réagi en disant qu'il suffit d'imposer des heures supplémentaires aux enseignantEs du lycée et de supprimer les dédoublements dans toutes les classes de la filière concernée. En réaction, le jeudi 8 septembre, lycéenEs et professeurEs se rendent à Paris pour manifester leur mécontentement, l'occasion aussi d'exprimer leur solidarité contre la réforme des collèges. Le vendredi, les enseignantEs reprennent le travail, pour limiter les retenues sur salaire.

Le lundi suivant, professeurEs et lycéenEs bloquent l'entrée du lycée le matin, mais des cours ont lieu l'après-midi. Ils demandent de l'aide aux parents d'élèves. Réunis le mardi, professeurEs, élèves et parents décident le blocus complet du lycée dès le mercredi matin.

En réaction, six élèves sont exclus temporairement du lycée... pour distribution de tracts, avec menace d'exclusion définitive. L'attitude des services académique est jugé odieuse... La tension est à son comble, mais le blocage des entrées du lycée par des parents déterminés et des professeurEs en grève continue jusqu'au vendredi 23 septembre.

Parents-profs-élèves, c'est ce collectif qui permet enfin la victoire. Vendredi, un accord de fin de conflit est signé, avec la revendication principale satisfaite: la création d'une demi-classe supplémentaire permettant de limiter le nombre d'élèves à 30 par classe. De plus, une audience est prévue à l'inspection académique entre décembre et janvier sur la question des effectifs des classes pour l'année 2017-2018. Le retrait des jours de grève sera échelonné sur trois mois. Les sanctions contre 5 élèves sont levées (un seul aura donc une sanction pour «incivilité», mais cela ne devra pas entraîner d'exclusion).

La joie se fait sentir, mais les parents resteront vigilants et se disent prêts à se remobiliser s'il le faut. Un professeur l'a dit à un élève: «oui René-Cassin est un lieu d'enseignement, mais aussi de résistance».

## La semaine de Philippe Poutou: la rentrée est faite

C'est sûr. Après l'université d'été du NPA et la fête de l'Humanité, l'agenda du candidat du NPA commence à se remplir...

**A**insi mercredi 14 septembre, Philippe est allé à Chambéry apporter le soutien du NPA à l'inspectrice du travail Laura Pfeiffer (voir en page 12). Au côté de quelques (trop rares) «personnalités», il y a pris la parole, et a, comme toujours, eu de nombreux échanges avec des militantEs syndicaux, en particulier de la CGT et de Sud, ainsi qu'avec des militants communistes de Savoie. Toujours très fraternelles, les discussions ont porté sur la situation sociale qui semble difficile en cette rentrée, le rassemblement de solidarité avec Laura étant ce jour-là plus faible que le précédent. Mais plutôt que de la démoralisation ou de la résignation, c'est bel et bien le ras-le-bol qui s'exprime, une véritable colère accompagnée d'un malaise concernant la perspective électorale, malgré quelques gestes de sympathie envers notre candidature... Et surtout la conviction que ce sont nos mobilisations qui peuvent changer les choses.

Le lendemain, jeudi 15 septembre, Philippe était en grève et a participé à la manifestation parisienne, goûtant ainsi au doux parfum des lacrymos policières sur le point fixe du NPA... Une manifestation qui, au fil des réflexions des militantEs du mouvement et des réactions de sympathie envers le NPA et sa candidature, donne plutôt confiance: malgré des difficultés certaines pour relancer le mouvement en cette rentrée, est bien

présent le refus de se résigner à la défaite... Bref de l'espoir malgré tout.

### Contrastes...

La veille au soir, ce n'est pas dans la rue mais sur le plateau d'iTélé que Philippe a eu droit à un échange un peu plus «sportif». D'abord des questions sur la lutte contre le terrorisme autour de l'affaire des jeunes djihadistes arrêtés et des «centres de déradicalisation». Si peu d'espace et de temps pour parler d'un problème complexe, entre – ici – absence de perspectives, chômage, et discriminations, et – là-bas – la misère, les dictatures et fondamentalismes réactionnaires, les bombes impérialistes... Puis les éternelles interrogations sur la division à gauche pour 2017: serions-nous insensibles à la victoire de la droite ou de l'extrême droite? À quoi peuvent bien servir nos 1% annoncés? Avec en retour des explications du candidat sur le fait que nous ne sommes pas de la même famille que Hollande et cie, que notre courant politique défend d'autres perspectives, et que notre légitimité à être candidat, on la tire aussi du fait que nous, nous ne sommes pas là pour aider à reconstruire une «gauche» qui ment et qui trahit à chacun de ses passages au pouvoir... Au-delà de cette première interview de rentrée, il y a le réapprentissage nécessaire des rendez-vous médiatiques: y faire entendre une autre voix, la nôtre, face à des journalistes



Jeudi 15, Philippe en pleine action. PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

qui peuvent se complaire dans un rôle de «chien de garde»...

Heureusement, au boulot, dans l'usine de Blanquefort, c'est une autre réalité, même si le travail militant ne reste pas facile. L'expert économique demandé par les élus du CE a sans surprise confirmé que la stratégie de Ford mène l'usine droit dans le mur, sans activité assurée après 2019, avec un personnel vieillissant, des départs en retraite sans recrutement de jeunes, sans formation. Du coup, bien des doutes et de la morosité dans les têtes, alors que pourtant Ford fait des profits et aurait donc les moyens d'investir, de développer l'activité... Un travail de conviction qui reste donc à faire... mais qui n'est pas plus compliqué que d'affronter un journaliste!

**Correspondants**

## Conseil politique national

## L'urgence d'une campagne pour faire entendre la voix des exploités

*L'offensive raciste, la répression, les licenciements et les débuts de la campagne présidentielle ont structuré nos débats de rentrée.*

**N**os discussions ont ainsi commencé par un tour des secteurs en lutte en cette rentrée. Nous avons notamment entendu les rapports des camarades des différentes entreprises raconter le déroulement de ces derniers mois. Dans une bonne partie d'entre elles, la mobilisation contre la loi travail est restée limitée et le patronat veut mettre en place de nouvelles mesures visant à renforcer la productivité, notamment par des licenciements. Nous avons constaté également l'accumulation de suppressions de postes et licenciements, chez SFR, Alstom, Philips, Outils Wolf, Lafarge, Intel, Latécoère, HSBC, etc. Comme le dit la résolution majoritaire (adoptée à 52%), «Les attaques gouvernementales et patronales ne rencontrent pas de résistance unifiée et massive pour le moment. Il y a fort à parier que, d'ici la présidentielle, l'actualité soit émaillée de multiples mobilisations sans caractère de masse. Notre rôle, en tant que parti, est à la fois de contribuer à construire ces mobilisations tout en défendant des orientations pour la lutte: l'unité du mouvement, la grève comme moyen de construire un rapport de forces, la convergence des luttes contre le gouvernement et le patronat pour obtenir de réelles victoires.»



PHOTO THÈQUE ROUGE/MILIO

### Les prochaines échéances de mobilisation

Nous allons donc tenter de contribuer à la construction des mobilisations contre les licenciements et à leur unification.

Nous avons aussi discuté des moyens de combattre l'offensive répressive contre les mobilisations sociales, à Air France, au Havre contre les dockers, contre les manifestations, les zadistes, les migrantEs et bien d'autres. Notre objectif est de tenter d'unifier les résistances face à un gouvernement qui a fait de la répression une arme permanente et nous pensons que la mobilisation du 19 octobre à Amiens peut y contribuer.

Dans les prochaines semaines, les mobilisations écologistes seront sur le devant de la scène: à Flamanville contre le nucléaire le 1<sup>er</sup> octobre et à Notre-Dame-des-Landes le 8 octobre. Nous préparons aussi la manifestation de Calais en soutien aux migrantEs, qui aura également lieu le 1<sup>er</sup> octobre.

### Religion, islamophobie et terrorisme...

Au-delà du débat sur la religion, classique dans le mouvement ouvrier, nous avons dénoncé les amalgames entre islam et terrorisme et abordé nos propres réponses au terrorisme et à l'intégrisme<sup>1</sup>. Des nuances et désaccords habituels dans notre organisation se sont

### La recherche des signatures, c'est maintenant!

**L**e CPN nous a permis de faire un point collectif sur la recherche des parrainages pour l'élection présidentielle. Avec une centaine de promesses de maires et de conseillers régionaux, nous en sommes au même point qu'en 2012 à la même période. Nous avons déjà rencontré beaucoup de maires révoltés par la politique du gouvernement et très insatisfaits de l'offre politique pour cette élection. Comme en 2012, nous devons donc toutes nous mettre au travail pour trouver les sésames qui rendront possible notre candidature jusqu'au bout!

exprimés, tout en votant des éléments permettant un positionnement clair: «Les arrêtés "anti-burkini" ont été le phénomène le plus médiatisé, monté en épingle, qui associe les femmes portant ce vêtement à des risques de troubles à l'ordre public et au soutien aux terroristes. Il s'agissait encore une fois de faire diversion face aux profondes préoccupations sociales de la grande majorité de la population mais aussi d'inventer un ennemi intérieur, le musulman, sommé de se positionner en défense de la République sous peine d'être soupçonné de collusion avec Daech. L'islamophobie est devenue le cheval de Troie du racisme classique.»

### Lancement de la campagne présidentielle

Enfin, nous avons décidé des axes politiques de lancement de notre campagne présidentielle. «La question clé: la nécessaire représentation politique des exploités et des opprimés [car] un fossé toujours plus grand se creuse entre la colère sociale d'un côté et les partis au pouvoir et les institutions de l'autre» (extrait de la seconde partie de la résolution majoritaire, adoptée, elle, à 56%). Quelques camarades restent opposés au fait de présenter un candidat à la présidentielle, et d'autres, plus nombreux, défendaient un profil différent pour cette campagne.

Les axes essentiels de la campagne de notre camarade Philippe Poutou ont donc été détaillés: opposition au gouvernement, réquisition des banques, interdiction des licenciements, réduction massive du temps de travail, liberté de circulation et d'installation pour les étrangerEs, arrêt de la politique impérialiste française, rupture avec le productivisme, sortie du nucléaire, politique féministe et pro-LGBTI, rupture avec les institutions nationales et européennes... Réaffirmant le profil adopté lors de la conférence nationale de février, «le NPA met l'accent sur toutes les luttes qui portent en germe un autre monde et qui soulèvent les questions essentielles de la lutte des classes: Quels besoins sociaux? Que produire? Comment produire? Qui décide? Comment décider? Bref la question de la démocratie, du contrôle par celles et ceux qui produisent les richesses dans toutes les sphères de la société.»

**Antoine Larrache**

1- Voir aussi le débat lors de notre dernière université d'été: <https://npa2009.org/videos/attentats-leur-impact-sur-la-situation-politique-en-france-nos-reponses>



Essai

# Petit traité de hasardologie, Hubert Krivine

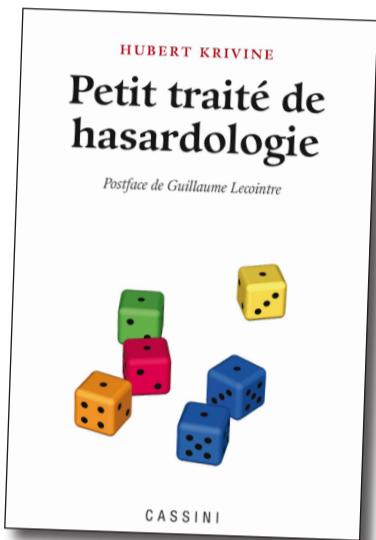
Éditions Cassini, 2016, 14 euros

**A**vec clarté et humour, proposant plusieurs niveaux de difficultés, il nous invite à «une promenade un peu au hasard dans le monde des probabilités». Le chemin est accidenté mais riche en découvertes... D'abord, il nous familiarise avec les calculs de probabilités en développant des notions compréhensibles au commun des mortels que nous sommes pour mieux tordre le cou aux impostures qui, sous couvert de science, justifient des préjugés à coups de données chiffrées, de statistiques... et de probabilités. Il aborde la question du hasard sous l'angle de la science pour aider le lecteur profane à ne pas se laisser abuser par le désordre du monde et en découvrir la rationalité.

«L'effet Coluche»

Hubert Krivine démythifie l'usage des chiffres et des statistiques pour imposer à l'opinion des préjugés sans fondement, ce qu'il appelle «l'effet Coluche». Le célèbre comique disait que quand on est malade, il ne faut surtout pas aller à l'hôpital : toutes les statistiques enseignent que la probabilité de mourir dans un lit d'hôpital est trois fois plus élevée qu'à la maison !

*Ce n'est certainement pas par hasard qu'Hubert Krivine sort un nouveau livre. Il y a même de fortes probabilités que ce travail s'inscrive dans une logique déterministe au regard de ses précédents ouvrages. Cette fois, et c'est son originalité, il s'attaque au relativisme ambiant (tout se vaut, on ne sait pas si on sait...) en visant au cœur du problème, le hasard, place forte du relativisme.*



Sauf qu'il y a plus de probabilité de mourir quand on est malade que bien portant... La presse quotidienne abonde en ce genre de statistiques foireuses

comme de cet art de tromper son monde en faisant d'une simple corrélation entre des événements une relation de cause à effet. Les démagogues politiques sont champions dans cet exercice...

Dieu joue-t-il aux dés?

On a souvent considéré le hasard comme un autre nom donné à notre ignorance des causes. En fait, nous explique Hubert Krivine, la science moderne l'a intégré dans ses raisonnements comme un élément de la réalité en particulier dans la théorie du chaos qui décrit des phénomènes où la connaissance des causes ne permet pas de savoir ce qu'il adviendra de leur évolution au bout d'un certain temps. Dans la physique quantique aussi qui dit que l'on ne peut connaître en même temps la vitesse et la position d'une particule. Là encore déterminisme et

hasard ou phénomène aléatoire ne sont pas opposés.

«Dieu ne joue pas aux dés», disait Einstein. «La pensée probabiliste» intègre aujourd'hui le hasard dans les raisonnements scientifiques, «le hasard matérialiste» ne serait pas l'expression de notre ignorance mais des progrès des sciences pour aborder la réalité dans sa complexité et ses évolutions. Dans l'évolution du monde vivant aussi se combinent phénomènes aléatoires, faits du hasard et déterminisme. Et on apprend qu'«en zoomant sur le temps comme sur l'espace, on peut faire varier le hasard, c'est-à-dire notre incapacité à expliquer ou à prévoir», tout semblerait n'être qu'une question d'échelle... «La hasardologie, ça n'existe pas» nous prévient l'auteur dès l'introduction. Probablement, mais la promenade vaut le détour. **Yvan Lemaître**

Théâtre

# Le maniement des larmes, Nicolas Lambert

L'Échappée, 2016, 10 euros



**N**icolas Lambert publie le troisième volet de sa trilogie *Bleu, blanc, rouge, l'a-démocratie*. Ce texte est celui d'une pièce qui clôt un triptyque des spécialités françaises, des «meilleurs produits du terroir»...

Le premier volet, *Elf, la pompe Afrique* revenait sur les liens de la France avec ses anciennes colonies d'Afrique sub-saharienne. Le second, *Avenir radieux. Une fission française*, s'emparait de l'histoire de la construction de la puissance du nucléaire civil en France. Dans ce dernier volet, c'est de la question de l'armement et de la politique extérieure de la France dont s'empare Nicolas Lambert.

*Le Maniement des larmes* revient donc sur les affaires de corruption liées aux ventes d'armes, en particulier celles qui ont entouré les campagnes de Balladur puis de Sarkozy. Armement des dictatures, rétro-commissions, vente de centrales nucléaires, diplomatie occulte sont au cœur de cette pièce qui résonne parfois étrangement avec l'actualité...

Le théâtre de Nicolas Lambert est singulier. Il invente une narration, interprétant sur scène les reportages qu'il mène et les documents d'archives qui lui ont servi à construire son propos. Un théâtre politique audacieux qui emprunte parfois à l'imitation et joue avec bonheur avec les codes de l'information radiophonique, réussissant même à nous faire rire. Après près de dix ans de travail, voici la trilogie close. Cela donne donc lieu à la sortie du texte du dernier volet, et simultanément la sortie d'un coffret rassemblant les trois textes des trois pièces : un livret «bleu, blanc, rouge» moqueur de ce qu'est la France et ses fiertés nationales. Et avant de partir en tournée avec ses trois spectacles, Nicolas Lambert pose ses valises au théâtre de Belleville pour une série de représentations.

Pierre Baton

À lire aussi: Le coffret *Bleu, Blanc, Rouge. L'a-démocratie*, L'Échappée, 2016, 30 euros

À voir au théâtre de Belleville (94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11<sup>e</sup>):

*Le maniement des larmes*, du 14 septembre au 4 décembre

*Elf, la pompe Afrique*, du 7 au 23 décembre

*Avenir radieux. Une fission française*, du 14 au 30 décembre

Exposition

# «Vues de photographes: 4 mois contre la loi travail»

Du 24 septembre au 1er octobre à la Bourse du travail de Paris

**T**rente-et-un photographes engagés, avec des statuts, des motivations et des niveaux d'expérience différents se sont rencontrés dans les manifestations contre la loi El Khomri et ont eu envie de se retrouver autour d'un projet commun. Certains ont photographié le mouvement depuis son commencement. D'autres s'y sont joints comme manifestants et, par besoin d'en témoigner, ont fini comme photographes. D'autres encore ont commencé en tant que photographes et ont aussi fini par manifester. Enfin, d'autres ont suivi un chemin complètement différent. En définitive, et c'est cela qui compte, toutes et tous ont été nourris par ce mouvement. 31 photographes, 31 chemins et surtout 31 regards différents, tous portés par l'engagement. Participer à ces manifestations, c'était nécessairement en subir la répression au côté des autres manifestants. Combien d'entre eux ont été gazés, matraqués, interpellés, blessés, ont vu leur matériel de protection confisqué, leur matériel de travail maintes fois abîmé... L'objectif était de rendre compte de ce mouvement dans son évolution et dans ses différentes formes



d'action et de résistance. Beaucoup de questions se sont posées en chemin : pourquoi, comment, mais aussi pour qui ? Alors pour que les photos ne restent pas sur les ordinateurs, sur les pages facebook ou sites internet, mais pour qu'elles reviennent aux acteurs et actrices de ce mouvement, ces

photographes ont décidé de réaliser cette première exposition collective. Pour que les images – celles des photographes mais aussi des photographiés – continuent à vivre mais aussi, et peut-être surtout, pour remercier les actrices et acteurs de ce mouvement qui, on l'espère, n'est pas terminé.

Les photographes qui exposeront sont Alain Pitton, Alhil Villalva, Anthony Deperraz, Arnaud Gastaut, Arnaud Leclercq, Philemon Barbier, Boite Noire, Bsaz, Clemence Drack, Davide Weber, Etienne Bordet, Francis Azevedo, Guillaume Salmon, Jean Segura, Kra Ken, Lily Manapany, Loscatolos, Louis Rochette, Marion Vacca, Martin Noda, Maxime Reynié, Nicola Galvagni, Patrice Gravois, Paul Roquecave, Pierre Gautheron, Pierre Raimbault, Rocky Mattiano, Seka, Teresa Suarez, Vincent Rispe Burret et Vitalia.

Correspondant

Pour financer le projet, une cagnotte est ouverte sur leetchi: <https://www.leetchi.com/c/projets-de-exposition-collective>  
Facebook: <https://www.facebook.com/events/19942481742909>

Enfants

# Monsieur Matisse, Anne-Marie Van Haeringen

Éditions Sarbacane, 15,50 euros

«**J**e sculpte la couleur ! J'en ai rêvé toute ma vie.» Un vieux monsieur cloué au lit à la suite d'une grave opération et empêché de peindre, réussit grâce à une paire de ciseaux, un peu de vent et de hasard, beaucoup de talent, et au découpage de papiers de couleurs peintes disposés au mur, à créer une œuvre d'une légèreté et fantaisie absolue apothéose d'une vie d'artiste. L'accomplissement formel d'une œuvre admirée par Picasso.



Matisse crée à l'aide de papiers découpés des femmes, fleurs, fruits, algues... Un univers poétique revenant à l'innocence première de l'enfance. Il reste vivant et créatif au-delà du handicap de la maladie, la pure création artistique arrivant à transcender toutes les contingences matérielles. «Je ne peux plus sortir de chez moi, alors j'y ai fait entrer mon jardin». Le tout est joliment présentés aux enfants par les dessins légers de Anne-Marie Van Haeringen. **Ugo Clerico**



**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie**  
★ [la-breche.com](http://la-breche.com)

27 rue Taine 75012 Paris  
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :  
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



# TEFAL « Une attaque non dissimulée à l'encontre des membres de l'inspection du travail et par là même une atteinte au respect des droits des travailleurs »



DR

**Entretien.** Contrôleur du travail, **Kévin Goutelle** est militant syndical de SUD Travail Affaires sociales. Dans ce cadre, il a accompagné Laura Pfeiffer, l'inspectrice du travail traînée en justice par la direction de Tefal.

## Comment s'est déroulée la journée de mobilisation du mercredi 14 septembre ?

C'était une belle mobilisation marquée au sceau de la solidarité, organisée par l'intersyndicale SUD-CNT-FSU-CGT-FO du ministère du Travail, appelant à la grève avec l'appui et le soutien des confédérations et des syndicats de Tefal. Nous étions environ 500 pour soutenir devant la cour d'appel de Chambéry notre collègue et l'ex-salarié de Tefal lanceur d'alerte. Tous deux ont été condamnés en première instance le 5 décembre 2015 par le tribunal correctionnel d'Annecy à 3500 euros d'amende avec sursis pour introduction dans un système informatique, violation du secret des correspondances, recel et violation du secret professionnel. En octobre 2015, nous étions près d'un millier à la première audience devant le tribunal d'Annecy durant laquelle nous avons fait jouer une pièce de théâtre interactive reproduisant un procès fantôme hélas bien proche de la réalité... Si nous étions moins nombreux cette fois, nous avons ancré cette mobilisation dans la convergence des luttes, en donnant la parole à des salariés et syndicats tels que le médecin du travail Dominique Huez, les Goodyear, les salariés de La Poste et d'Air France victimes de la répression patronale, ainsi qu'à l'association Anticor (lutte contre la corruption) ayant remis un prix éthique à notre collègue Laura en janvier 2016.

L'affaire Tefal, c'est un salarié administrateur réseau qui découvre en octobre 2013 un compte rendu RH disant : « Licenciement de Monsieur M. : Aucun motif - coût 12000 euros : donc lui fixer des objectifs inatteignables. » Il va utiliser ses fonctions pour chercher des renseignements sur le serveur et se protéger de ces mesures déloyales s'apparentant à des méthodes de harcèlement au travail. Il ne trouve rien d'autre le concernant mais découvre que l'entreprise, via le Medef et les services de la DCRI (renseignement généraux) de la préfecture du 74, a exercé une véritable pression sur l'inspectrice du travail. Il communique ces documents à notre collègue qui comprend alors pourquoi son directeur l'a menacé en avril 2013, dans un entretien très violent l'ayant complètement déstabilisée et plongée en arrêt maladie plusieurs mois, en exigeant qu'elle revoit sa position sur l'accord illégal d'aménagement du temps de travail de l'entreprise. Cette pression, relayée par l'administration, s'est transformée en un véritable acharnement la conduisant à porter plainte pour harcèlement moral contre le directeur du travail. Elle comprend la collusion inconcevable dont elle est victime et saisit le Conseil national de l'inspection du travail (CNIT), garant de l'indépendance des agents de contrôle prévue par

la convention internationale n°81 de l'OIT. Elle met en copie de sa saisine les organisations syndicales de son ministère qui l'aident en lieu et place de sa hiérarchie défaillante. Elle transmet ces documents au procureur de la République dans un procès-verbal d'obstacle à ses fonctions. La suite, c'est la descente aux enfers, alors que le CNIT, après enquête, conclut que l'entreprise, la préfecture et le Medef ont bien tenté d'obtenir sa mutation et ont bien exercé des pressions contre elle : ses procédures et plaintes prennent la poussière sur le bureau du parquet tandis que le procureur de la République la poursuit et se répand dans la presse, trouvant « une occasion de faire le ménage » au sein du corps des inspecteurs du travail « qui ne devraient pas avoir le droit de se syndiquer ». Une plainte a été déposée devant l'OIT par les organisations syndicales contre la France.

## Comment s'est déroulée l'audience ?

En comparaison de la première audience, plutôt bien, même si on conçoit que ce n'était pas agréable d'être sur le banc des accusés au lieu d'être sur celui de la partie civile occupé par l'entreprise Tefal au complet. À la première audience, nous avions assisté à un déni de justice, un triste sketch, une humiliation de nos camarades et de notre fonction par une justice propatronale qui ne se cache même plus, où la présidente, le procureur de la République et l'avocat de Tefal usaient de toutes les provocations individuelles pour noyer le poisson, ne laissant pas la défense s'exprimer, et éviter de parler du fond, c'est-à-dire des documents et de ce qu'ils révèlent des pratiques patronales. Cette fois-ci, le président s'est borné à entendre chacune des parties.

L'avocat de Tefal s'est perdu dans ses effets de manche, essayant de démontrer que son client est un employeur modèle, alors que les avocats de la défense plaidaient, eux, juridiquement. Car c'est bien là que le bât blesse : la décision du 5 décembre ne tient juridiquement sur rien. Il n'y a pas d'éléments matériels ni d'éléments intentionnels, c'est un positionnement politique au lieu d'être une décision de justice.

L'avocate générale, qui a demandé le maintien de la peine d'amende avec sursis, résume d'ailleurs très bien cette affaire qui « interroge sur les rôles de chacun » et pour laquelle elle demande de retenir une peine « de l'ordre du symbole »...

## En quoi cette affaire s'inscrit-elle dans le prolongement de la lutte contre la loi travail ?

Cette affaire représente une attaque non dissimulée à l'encontre des membres de l'inspection du travail et par là même, comme la loi travail, une atteinte au respect des droits des travailleurs. Le but est de limiter les pouvoirs de l'inspection du travail dans le prolongement des politiques de dérégulation et de désorganisation des services publics. Un objectif appuyé par les discours d'un patronat décomplexé qui utilise le

biais juridique pour mener sa lutte de classe, protégé et appuyé par l'État. Le second enjeu n'est autre que le droit d'exercice syndical et le rôle des syndicats dans la protection des travailleurs. C'est pour ça que nous avons fait intervenir des salariés victimes de la répression patronale, qu'elle soit disciplinaire ou judiciaire, voire pénale. Pour rappeler qu'il s'agit d'une stratégie systématique de lutte employée par la classe dominante pour casser les militants et les structures militantes.

La collaboration État/Capital/Justice est aujourd'hui à ce point visible et décomplexée que les violences qu'elle exerce à l'encontre des personnes en lutte le sont tout autant. L'inégalité de notre combat tient dans le fait que nous nous appuyons sur nos droits, en essayant de sauver ce qu'il en reste pour mener nos luttes, alors que la classe dominante a structuré et institutionnalisé le droit pour garantir sa propre défense. Pouvons-nous encore considérer qu'il y a réciprocité de la protection du droit pour les travailleurs comme elle existe pour les employeurs ? La seule manière de rééquilibrer notre rapport de forces, c'est de poursuivre le combat sur le terrain politique par notre nombre dans la rue et en grève comme nous l'avons fait mercredi à Chambéry, et jeudi partout en France, en faisant converger nos luttes.

## Comment Laura et le lanceur d'alerte vivent-ils ces épreuves ?

Le salarié lanceur d'alerte a été licencié pour faute lourde, requalifiée en première instance aux Prud'hommes en faute grave. Il a fait appel de la décision

et la cour d'appel sursoit à statuer en attendant le résultat du délibéré en correctionnel qui interviendra le 16 novembre. Il a retrouvé un travail dans une autre entreprise et vit ce qui lui arrive comme une très grande injustice. Notre collègue Laura alterne les périodes de travail avec les périodes d'arrêt maladie. Le moral n'est pas bon, même si elle est décidée à continuer de lutter. Cela fait maintenant plus de trois ans qu'elle mène son combat au détriment de sa famille. L'administration ne lui fait aucun cadeau, en plus de l'insécurité que cette affaire génère dans son travail, elle doit lutter en interne pour faire reconnaître ses accidents de service. La stratégie juridique a eu l'effet escompté. Faire d'eux un exemple pour générer la peur et la retenue. Laura ne contrôle plus Tefal, les inspecteurs du travail sont totalement délégitimés par le silence de la ministre, surtout dans le 74 où certains employeurs n'hésitent pas à leur dire : « faites ce que vous voulez, je verrai avec le procureur », et l'entreprise a obtenu le licenciement du salarié.

Mais Tefal n'a pas pour autant gagné car nous luttons unis et déterminés à la fois devant la justice mais surtout dans la rue à chaque audience. Les soutiens sont nombreux tant politiques, associatifs, que syndicaux, le rapport de forces est en notre faveur comme l'opinion et les médias. Ainsi, il se pourrait bien que l'affaire Tefal devienne plus qu'un symbole. Elle pourrait devenir un point de convergence des luttes, voire l'allumette qui pourrait mettre le feu.

Propos recueillis par un correspondant

## L'image de la semaine

### OUVERTURE DE LA CHASSE



## Vu ailleurs

**bastamag** **DERRIÈRE L'IPHONE 7.** En ce moment même, des centaines de milliers de jeunes travailleurs et travailleuses chinois sont en train de trimmer sur les lignes de production de l'iPhone 7. Le montage final du dernier smartphone d'Apple s'effectue dans une poignée d'usines de Foxconn et de Pegatron localisées dans toute la Chine. [...]

Un récent rapport de China Labor Watch montre que les abus dénoncés par les médias internationaux en 2012 se poursuivent aujourd'hui, sans signe d'amélioration. Dans le cas de Pegatron, les conditions de travail auraient même empiré depuis 2015... [...] L'enquête de China Labor Watch révèle également que le salaire de base offert à ses ouvriers par Pegatron, après déductions, équivaut à seulement 213 dollars par mois, soit 117 de moins que le salaire minimum en vigueur à Shanghai. Même avec toutes leurs heures supplémentaires, les travailleurs gagnent 300 dollars de moins que le salaire mensuel moyen de la région. Ces chiffres mettent en lumière une baisse nette des salaires des ouvriers de Pegatron entre 2015 et 2016. La direction de l'usine a compensé l'augmentation du salaire minimum imposée par le gouvernement par une suppression d'avantages sociaux. [...] Parmi les autres violations légales et éthiques documentées par China Labor Watch : plus d'une heure de travail quotidien non rémunérée, des conditions de vie marquées par la surpopulation des dortoirs et leur manque d'hygiène, ou encore la non-fourniture d'équipements protecteurs, qui menace la santé et la sécurité des travailleurs. [...] Apple déclare de manière répétée qu'elle agit auprès de ses fournisseurs problématiques pour améliorer les conditions de travail et de vie, et qu'elle exclut de sa chaîne d'approvisionnement ceux qui refusent de répondre positivement à ses interpellations. Pourtant, on constate des abus répétés d'une année sur l'autre dans 17 usines propriété de dix entreprises sous-traitantes d'Apple. [...] Pire encore, Li Qiang de China Labor Watch estime qu'Apple contribue activement à faire « obstruction » à tout changement positif dans l'industrie électronique en pressurant ses fournisseurs et en leur imposant des marges minuscules, tout en leur fixant des quotas de production qui impliquent de faire tourner les usines 24 heures sur 24.

« Derrière l'iPhone d'Apple : quatorze années de violation des droits des travailleurs en Chine », Nicki Lisa Cole, Bastamag, 9 septembre 2016

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>28 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>56 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>20 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>40 €</b>	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>22 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>44 €</b>		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>50 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>100 €</b>	<input type="checkbox"/> 6 mois <b>38 €</b> <input type="checkbox"/> 1 an <b>76 €</b>	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois <b>10 €</b>	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@mpa2009.org

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> <b>14 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>25 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>10 € par trimestre</b>	<input type="checkbox"/> <b>19 € par trimestre</b>

Titulaire du compte à débiter  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

Désignation du compte à débiter  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43222554755

Date : ..... Signature obligatoire

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)